

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2172

2 octobre 2007

SOMMAIRE

ABF European Holdings S.à r.l.	104214	IDG Ventures Atlantic II Infobright S.à r.l.	104248
AllianceBernstein (Luxembourg) S.A. ...	104217	Infor Global Solutions European Finance S.à r.l.	104218
Alzette Shipping S.A.	104210	ING (L) Renta Fund II	104214
Azerre S.A.	104222	Invista European RE Pocking PropCo S.à r.l.	104216
Brananova Limited S.A.	104217	Isar Properties S.à r.l.	104214
CEREP Cheapside S.à r.l.	104211	Legg Mason Investments (Luxembourg) S.A.	104212
CEREP III Investment C S.à r.l.	104216	Letalux S.A.	104210
CEREP Italy One S.à r.l.	104231	LMB Invest S.A.	104216
CEREP Vivienne S.à r.l.	104223	Louvigny Investissements S.A.	104218
Citco (Luxembourg) S.A.	104219	Luxigec SA	104256
CitiMoney S.A.	104221	Mecatramine S.A.	104239
C. Karp-Kneip Constructions S.A.	104213	Mekong Corporation S.à r.l.	104220
Coparfin	104256	Mekong Corporation S.à r.l.	104210
Cronos International S.A.	104210	Multi-Funds	104213
Danube Properties S.à r.l.	104215	Navron Alpha S.à r.l.	104223
DBSAM Funds	104239	Parkwood (Essen) S.à r.l.	104212
Dreadnought Investments Limited S.à r.l.	104219	PepsiCo Global Investments S.à r.l.	104241
ELEUSIS Participations S.A.	104212	Rhine Properties S.à r.l.	104215
Eljacco S.A.	104256	Safia Investment Holding Cie S.A.	104218
Emerge Capital	104222	Safia Investment Holding Cie S.A.	104220
EPP Belend S.à r.l.	104221	Safia Investment Holding Cie S.A.	104221
Eureka Investments S.A.	104213	Socle Finance One S.A.	104220
Fabbriche Ceramiche Investments S. à r.l.	104222	Socle Finance One S.A.	104220
First Trust S.A.	104211	Synergiums S.A.	104215
Foncière Archamps Sàrl	104221	The World Trust Fund	104222
Foncière Archamps Sàrl	104219	Toro Luxembourg S.à r.l.	104231
Gloria Verlag, S. à r.l.	104211		
Henicado S.A.	104219		

Letalux S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 73.837.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 août 2007.

LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY SA

Signatures

Référence de publication: 2007104675/710/15.

Enregistré à Luxembourg, le 29 août 2007, réf. LSO-CH09101. - Reçu 48 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070118870) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2007.

Cronos International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 82.985.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Capellen, le 27 août 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007104678/825/12.

Enregistré à Luxembourg, le 22 août 2007, réf. LSO-CH06384. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070118963) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2007.

Mekong Corporation S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 25, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 111.211.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 août 2007.

M. Torbick

Mandataire

Référence de publication: 2007104677/710/15.

Enregistré à Luxembourg, le 21 août 2007, réf. LSO-CH06011. - Reçu 42 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070118860) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2007.

Alzette Shipping S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6750 Grevenmacher, 6, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 82.341.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2007104679/832/12.

Enregistré à Diekirch, le 28 août 2007, réf. DSO-CH00216. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(070118956) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2007.

CEREP Cheapside S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 8.429,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 94.706.

Il résulte de la résolution prise par le gérant unique le 1^{er} août 2007, que le siège social de la Société est transféré du 30, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Par ailleurs, le siège social de CEREP S.à r.l., gérant unique et associé unique de la Société, est également transféré du 30, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg en vertu de la résolution prise par le conseil de gérance de la société CEREP S.à r.l. le 1^{er} août 2007.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 août 2007.

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2007104377/1092/22.

Enregistré à Luxembourg, le 30 août 2007, réf. LSO-CH09337. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070118310) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2007.

Gloria Verlag, S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 231, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 57.462.

Le bilan abrégé et l'annexe abrégée au 31 décembre 2006 ainsi que les résolutions des associés qui s'y rapportent ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 septembre 2007.

H. Rau-Scholtus

Gérante

Référence de publication: 2007104714/3214/15.

Enregistré à Luxembourg, le 5 septembre 2007, réf. LSO-CI00822. - Reçu 97 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070118783) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2007.

First Trust S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 73, Côte d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 80.068.

Il découle du départ de Monsieur Jean-Marc Noël que son nom est retiré de la liste des pouvoirs de signature «B» avec effet immédiat.

Monsieur Jean-Marc Noël n'était à aucun moment administrateur, délégué à la gestion journalière ou commissaire aux comptes.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 août 2007.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2007104263/751/17.

Enregistré à Luxembourg, le 3 septembre 2007, réf. LSO-CI00002. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070118376) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2007.

ELEUSIS Participations S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 70.343.

—
CLOTURE DE LIQUIDATION

Par jugement rendu en date du 12 juillet 2007, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu le juge-commissaire en son rapport oral, le liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions, a déclaré closes pour insuffisance d'actif les opérations de liquidation de la société suivante:

- ELEUSIS PARTICIPATIONS S.A., dont le siège social à L-1725 Luxembourg, 28, rue Henri VII, a été dénoncé en date du 2 janvier 2002.

Le même jugement a mis les frais à charge du Trésor.

Pour extrait conforme

M^e M. Ries

Le liquidateur

Référence de publication: 2007104264/2630/19.

Enregistré à Luxembourg, le 24 juillet 2007, réf. LSO-CG08520. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070118251) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2007.

Parkwood (Essen) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

R.C.S. Luxembourg B 129.868.

—
En date du 21 août 2007, l'Associé unique de la Société a pris la résolution suivante:

- de nommer:

Monsieur Robert David Maxted, né le 7 mars 1947 au Caire, Egypte, demeurant au: 14, Clifton Gardens, W9 1DT Londres, Royaume-Uni, en tant que nouveau gérant de la Société, avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Depuis cette date, le Conseil de gérance de la Société est composé des personnes suivantes:

- Monsieur Derek Lucie-Smith

- Monsieur John Lorimer

- Monsieur Robert David Maxted

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 août 2007.

PARKWOOD (ESSEN) S.A R.L.

Signature

Référence de publication: 2007104279/250/22.

Enregistré à Luxembourg, le 30 août 2007, réf. LSO-CH09350. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070118237) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2007.

Legg Mason Investments (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 145, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 28.121.

—
Le bilan au 31 mars 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour le compte de LEGG MASON INVESTMENTS (LUXEMBOURG) S.A.

Signature

Référence de publication: 2007104119/1177/13.

Enregistré à Luxembourg, le 30 août 2007, réf. LSO-CH09381. - Reçu 40 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070118104) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2007.

Eureka Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 26, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 79.097.

Die EUREKA INVESTMENTS S.A. hat ab dem 1. Septembre 2007 ihre Geschäftsadresse von der
22, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg
in die
26, avenue de la Liberté L-1930 Luxembourg verlegt.

Für den Verwaltungsrat / Für die Geschäftsleitung
P. Harr / E. Raes

Référence de publication: 2007104519/7826/15.

Enregistré à Luxembourg, le 5 septembre 2007, réf. LSO-CI01108. - Reçu 89 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070118891) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2007.

C. Karp-Kneip Constructions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1524 Luxembourg, 14, rue Michel Flammang.
R.C.S. Luxembourg B 25.351.

Le bilan au 31 décembre 2003, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au
registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 septembre 2007.

C. KARP-KNEIP CONSTRUCTIONS S.A.

Signature

Référence de publication: 2007104700/2834/15.

Enregistré à Luxembourg, le 30 août 2007, réf. LSO-CH09228. - Reçu 40 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070118994) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2007.

Multi-Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 52, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 61.824.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 11 juillet 2007

Nominations statutaires:

Démission de Monsieur Jean Sonnevile en date du 1^{er} juin 2007.

Reconduction des mandats de M. Christiaan de Haan, M. Marc Van de Walle, M. Philippe Gusbin et M. Alexandre Deveen en tant qu'administrateurs.

Les mandats des administrateurs sont accordés pour une période de cinq ans jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes clos en 2012.

Réviseur:

Reconduction de mandat de la société ERNST & YOUNG, 7, parc d'activités Syrdall à L-5365 Munsbach pour une
période d'un an.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 juillet 2007.

Par délégation

ING INVESTMENT MANAGEMENT LUXEMBOURG

Signatures

Référence de publication: 2007104332/5911/24.

Enregistré à Luxembourg, le 9 août 2007, réf. LSO-CH02785. - Reçu 14 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070118141) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2007.

ING (L) Renta Fund II, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 52, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 83.077.

—
Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 12 juillet 2007

Conseil d'Administration:

Démission de Monsieur Jean Sonnevile en date du 1^{er} juin 2007.

Reconduction des mandats des administrateurs suivants: Monsieur Odilon De Groote, Monsieur Alexandre Deveen, Monsieur Philippe Gusbin et Monsieur Paul Suttor.

Les mandats des administrateurs sont accordés pour une période de cinq ans jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes clos en 2012.

Réviseur:

Reconduction de mandat de la société ERNST & YOUNG, 7, parc d'activités Syrdall à L-5365 Munsbach pour une période d'un an.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 juillet 2007.

Par délégation

ING INVESTMENT MANAGEMENT LUXEMBOURG

Signatures

Référence de publication: 2007104333/5911/24.

Enregistré à Luxembourg, le 25 juillet 2007, réf. LSO-CG09439. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070118143) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2007.

ABF European Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 114.908.

—
Extrait des résolutions écrites date du 25 septembre 2006

Les managers ont décidé:

- De transférer le siège social de l'associé ABF REGENTS PARK INVESTMENTS S.à.r.l. du 69A, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 août 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007104283/5564/15.

Enregistré à Luxembourg, le 31 août 2007, réf. LSO-CH09783. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070118379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2007.

Isar Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2347 Luxembourg, 1, rue du Potager.
R.C.S. Luxembourg B 117.862.

Il y a lieu de modifier l'adresse du gérant Monsieur David A. Reuben comme suit:

11 Napier Place, W14 8LG London, Grande-Bretagne

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ISAR PROPERTIES S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2007104276/250/15.

Enregistré à Luxembourg, le 31 août 2007, réf. LSO-CH09610. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070118416) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2007.

Danube Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2347 Luxembourg, 1, rue du Potager.

R.C.S. Luxembourg B 121.263.

Il y a lieu de modifier l'adresse du gérant Monsieur David A. Reuben comme suit:

11 Napier Place, W14 8LG London, Grande-Bretagne

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DANUBE PROPERTIES S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2007104271/250/15.

Enregistré à Luxembourg, le 31 août 2007, réf. LSO-CH09615. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070118415) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2007.

Rhine Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2347 Luxembourg, 1, rue du Potager.

R.C.S. Luxembourg B 121.264.

Il y a lieu de modifier l'adresse du gérant Monsieur David A. Reuben comme suit:

11 Napier Place, W14 8LG London, Grande-Bretagne

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

RHINE PROPERTIES S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2007104269/250/15.

Enregistré à Luxembourg, le 31 août 2007, réf. LSO-CH09621. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070118413) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2007.

Synergiums S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8080 Bertrange, 2, rue Pletzer.

R.C.S. Luxembourg B 79.637.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée générale ordinaire tenue au siège social, extraordinairement en date du 10 août 2007

Quatrième résolution

Les mandats d'administrateurs et du commissaire aux comptes venant à échéance, l'assemblée générale prend à l'unanimité, la décision de renouveler leurs mandats et décide de nommer comme administrateurs:

- Monsieur Claude Laffineuse, administrateur de société, demeurant à B-4550 Nandrin, rue Neufmoulin, 125,
- Monsieur Alain Lefevre, administrateur de sociétés, demeurant à B-6700 Arlon, route de Neufchâteau, 501,
- Madame Bernadette Goffin, administrateur de sociétés, demeurant à B-6717 Attert, chemin des Tilleuls, 231.

Et comme commissaire aux comptes:

La FIDUCIAIRE FRH Sàrl (anc. FIDUCIAIRE REUTER ET HUBERTY Sàrl), ayant son siège social au 134, route d'Arlon L-8008 Strassen.

Les mandats d'administrateurs et de commissaire aux comptes prendront fin lors de l'assemblée générale qui se tiendra en 2008 statuant sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2007.

Strassen, le 14 août 2007.

Pour extrait sincère et conforme

Signatures

Référence de publication: 2007104301/578/24.

Enregistré à Luxembourg, le 23 août 2007, réf. LSO-CH07189. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070118636) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2007.

CEREP III Investment C S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**Siège social: L-2449 Luxembourg, 30, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 128.650.—
EXTRAIT

Il résulte d'un contrat de cession en date du 10 juillet 2007 conclu entre:

- CEREP III S.à r.l., une société à responsabilité limitée immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 127.446, dont le siège social est situé au 30, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg; et
- CEREP III UK S.à r.l., une société à responsabilité limitée immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 130.447, dont le siège social est situé au 30, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg,

Que la société CEREP III S.à r.l. a cédé 250 parts sociales qu'elle détenait dans le capital de la Société à la société CEREP III UK S.à r.l.;

Que la société CEREP III UK S.à r.l. est désormais l'associé unique de la Société.

Pour extrait conforme, délivré aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 août 2007.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2007104275/1092/24.

Enregistré à Luxembourg, le 29 août 2007, réf. LSO-CH08946. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

*(070118246) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2007.***LMB Invest S.A., Société Anonyme.**

R.C.S. Luxembourg B 76.706.

—
CLOTURE DE LIQUIDATION

Par jugement rendu en date du 12 juillet 2007, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu le juge-commissaire en son rapport oral, le liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions, a déclaré closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société suivante:

- LMB INVEST S.A., dont le siège social à L-1725 Luxembourg, 28, rue Henri VII, a été dénoncé en date du 10 septembre 2001.

Le même jugement a mis les frais à charge du Trésor.

Pour extrait conforme

M^e M. Ries

Le liquidateur

Référence de publication: 2007104268/2630/18.

Enregistré à Luxembourg, le 24 juillet 2007, réf. LSO-CG08504. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

*(070118236) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2007.***Invista European RE Pocking PropCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 120.455.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 23 juillet 2007.

J.-J. Wagner

Notaire

Référence de publication: 2007104105/239/12.

(070118568) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2007.

AllianceBernstein (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 18, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 34.405.

—
EXTRAIT

L'assemblée générale annuelle des actionnaires qui s'est tenue en date du 7 août 2007 a décidé de renouveler le mandat des administrateurs en fonction de sorte que le conseil d'administration est composé comme suit;

- M. Nicolas Bérard
- M. Christopher Bricker
- M. Jerry Liebermann
- M. Steven Barr
- M. Yves Prussen
- M. Kurt Schoknecht

M. Christopher Bricker et M. Nicolas Bérard continueront à agir en tant qu'administrateurs-délégués de la Société.

PricewaterhouseCoopers S.à.r.l a été reconduit dans ses fonctions de réviseur d'entreprises de la société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 août 2007.

Pour AllianceBernstein (LUXEMBOURG) S.A.

Signature

Référence de publication: 2007104280/5937/24.

Enregistré à Luxembourg, le 30 août 2007, réf. LSO-CH09461. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070118235) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2007.

Brananova Limited S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 92.162.

—
La société DMC S.à r.l., avec siège social au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg, inscrite au R.C.S. de et à Luxembourg sous le numéro B 107.314, nommée administrateur en date du 1^{er} juillet 2005, pour un mandat qui viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2011, a désigné Madame Saliha Boulhais, employée privée, née le 7 juin 1966, demeurant professionnellement au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg, comme représentant permanent pour toute la durée de son mandat.

La société EFFIGI S.à r.l., avec siège social au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg, inscrite au R.C.S. de et à Luxembourg sous le numéro B 107.313, nommée administrateur en date du 1^{er} juillet 2005, pour un mandat qui viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2011, a désigné Monsieur Jean-Robert Bartolini, employé privé, né le 10 novembre 1962, demeurant professionnellement au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg, comme représentant permanent pour toute la durée de son mandat.

La société LOUV S.à r.l., avec siège social au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg, inscrite au R.C.S. de et à Luxembourg sous le numéro B 89.272, nommée administrateur en date du 1^{er} juillet 2005, pour un mandat qui viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2011, a désigné Monsieur Marc Limpens, employé privé, né le 17 février 1951, demeurant professionnellement au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg, comme représentant permanent pour toute la durée de son mandat.

Le 19 mars 2007.

BRANANOVA LIMITED S.A.

EFFIGI SARL / DMC SARL

Administrateur / Administrateur

J.-R. Bartolini / S. Boulhais

Représentant permanent / Représentant permanent

Référence de publication: 2007104182/795/30.

Enregistré à Luxembourg, le 31 août 2007, réf. LSO-CH09724. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070118659) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2007.

Infor Global Solutions European Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 107.138.

En date du 14 juin 2007, l'Associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

* de nommer:

Monsieur Jochen Berthold Kasper, attorney, né le 11 janvier 1968 à Saarlouis, Allemagne, avec adresse professionnelle au 20, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, en tant que nouveau gérant de la Société, avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée;

Monsieur Gregory Giangiordano, attorney, né le 9 mars 1966 en Pennsylvanie, USA, avec adresse au: 440 Edenbrooke Way, Roswell, 30075 Georgia, USA, en tant que nouveau gérant de la Société, avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Monsieur Ilja Giani, attorney, né le 6 mai 1973 à Mainz, Allemagne, avec adresse professionnelle au 20, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, en tant que nouveau gérant de la Société, avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée;

* de révoquer Monsieur Carl James Schaper en tant que gérant de la Société avec effet immédiat.

Depuis cette date, le Conseil de gérance de la Société est composé des personnes suivantes:

- Monsieur Jochen Berthold Kasper
- Monsieur Gregory Giangiordano
- Monsieur Ilja Giani

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 août 2007.

INFOR GLOBAL SOLUTIONS EUROPEAN FINANCE S.A R.L.

Signature

Référence de publication: 2007104230/250/30.

Enregistré à Luxembourg, le 31 août 2007, réf. LSO-CH09570. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070118473) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2007.

Safia Investment Holding Cie S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 95.773.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2007104050/587/12.

Enregistré à Luxembourg, le 31 août 2007, réf. LSO-CH09669. - Reçu 32 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070118055) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2007.

Louvigny Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 65.814.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2007104052/587/12.

Enregistré à Luxembourg, le 24 août 2007, réf. LSO-CH07498. - Reçu 32 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070118045) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2007.

Foncière Archamps Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 95.653.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2007104061/587/12.

Enregistré à Luxembourg, le 24 août 2007, réf. LSO-CH07509. - Reçu 34 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070118040) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2007.

Henicado S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 40.623.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2007104063/587/12.

Enregistré à Luxembourg, le 29 août 2007, réf. LSO-CH08962. - Reçu 34 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070118039) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2007.

Dreadnought Investments Limited S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 86.179.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2007104081/587/12.

Enregistré à Luxembourg, le 24 août 2007, réf. LSO-CH07426. - Reçu 34 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070118067) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2007.

Citco (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 37.409.

Extrait des Minutes de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires qui s'est tenu le 10 août 2007

A l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires de CITCO (LUXEMBOURG) S.A. (la «Société»), tenue extraordinairement il a été décidé comme suit:

- d'accepter la nomination de Mr Phillip Williams ayant son adresse professionnelle au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, en qualité d'administrateur de la société avec effet au 25 juillet 2007;

Son mandat expirant lors de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2011.

Luxembourg, le 10 août 2007.

M. van Krimpen / D. van der Molen

Administrateur-Délégué / Administrateur-Délégué

Référence de publication: 2007104157/710/18.

Enregistré à Luxembourg, le 23 août 2007, réf. LSO-CH06947. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070118626) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2007.

Mekong Corporation S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 25, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 111.211.

Extrait des Résolutions des Associés du 27 juillet 2007

Les associés de MEKONG CORPORATION S.à r.l. (la «Société»), ont décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Mr Michel van Krimpen en tant que gérant de la société;
- de nommer Mme Claudine Schinker, née le 31 mars 1964 à Petange, Luxembourg, avec adresse professionnelle au 20, rue de la poste, L-2346 Luxembourg, gérant de la société avec effet au 27 juillet 2007.

Luxembourg, le 8 août 2007.

M. Torbick

Gérant, Mandataire

Référence de publication: 2007104158/710/18.

Enregistré à Luxembourg, le 21 août 2007, réf. LSO-CH06013. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070118630) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2007.

Socle Finance One S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 92.070.

Le bilan au 31 décembre 2004 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2007104043/587/12.

Enregistré à Luxembourg, le 24 août 2007, réf. LSO-CH07527. - Reçu 32 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070118025) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2007.

Socle Finance One S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 92.070.

Le bilan au 31 décembre 2003 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2007104044/587/12.

Enregistré à Luxembourg, le 24 août 2007, réf. LSO-CH07525. - Reçu 32 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070118024) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2007.

Safia Investment Holding Cie S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 95.773.

Le bilan au 31 décembre 2004 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2007104046/587/12.

Enregistré à Luxembourg, le 31 août 2007, réf. LSO-CH09667. - Reçu 30 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070118056) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2007.

Foncière Archamps Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 95.653.

Le bilan au 31 décembre 2003 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2007104055/587/12.

Enregistré à Luxembourg, le 24 août 2007, réf. LSO-CH07501. - Reçu 34 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070118044) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2007.

CitiMoney S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 23.113.

Le bilan au 31 mars 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour le compte de CitiMoney S.A.

Signature

Référence de publication: 2007104122/1177/13.

Enregistré à Luxembourg, le 30 août 2007, réf. LSO-CH09384. - Reçu 28 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070118101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2007.

EPP Belend S.à.r.l., Société à responsabilité limitée (en liquidation).**Capital social: EUR 467.700,00.**

Siège social: L-2340 Luxembourg, 6, rue Philippe II.
R.C.S. Luxembourg B 79.697.

Constituée par-devant M^e Alphonse Lentz, notaire de résidence à Remich (Grand-Duché du Luxembourg),
en date du 28 décembre 2000, acte publié au Mémorial C no 573 du 26 juillet 2001.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour EPP BELEND Sarl (en liquidation)

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2007104127/1649/17.

Enregistré à Luxembourg, le 30 août 2007, réf. LSO-CH09397. - Reçu 22 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070118093) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2007.

Safia Investment Holding Cie S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 95.773.

Le bilan au 31 décembre 2003 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2007104100/587/12.

Enregistré à Luxembourg, le 31 août 2007, réf. LSO-CH09665. - Reçu 30 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070118058) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2007.

Emerge Capital, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 48.530.

Le bilan au 28 février 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 août 2007.

Pour EMERGE CAPITAL, Société d'Investissement à Capital Variable
RBC DEXIA INVESTOR SERVICES BANK S.A., Société Anonyme
Signatures

Référence de publication: 2007104070/1126/15.

Enregistré à Luxembourg, le 28 août 2007, réf. LSO-CH08234. - Reçu 40 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070118082) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2007.

Azerre S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 83.933.

Le bilan au 31 décembre 2004 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2007104068/587/12.

Enregistré à Luxembourg, le 24 août 2007, réf. LSO-CH07345. - Reçu 34 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070118035) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2007.

The World Trust Fund, Société d'Investissement à Capital Fixe.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.-F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 37.154.

Le bilan au 31 mars 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 août 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007104072/1229/12.

Enregistré à Luxembourg, le 30 août 2007, réf. LSO-CH09409. - Reçu 26 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070118074) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2007.

Fabbriche Ceramiche Investments S. à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 110.074.

Le bilan de la société au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2007104184/5387/15.

Enregistré à Luxembourg, le 23 août 2007, réf. LSO-CH07203. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070118122) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2007.

CEREP Vivienne S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 102.536.

Il résulte de la résolution prise par le gérant unique le 1^{er} août 2007, que le siège social de la Société est transféré du 30, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Par ailleurs, le siège social de CEREP S.à r.l., gérant unique et associé unique de la Société, est également transféré du 30, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg en vertu de la résolution prise par le conseil de gérance de la société CEREP S.à r.l. le 1^{er} août 2007.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 août 2007.

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2007104381/1092/22.

Enregistré à Luxembourg, le 30 août 2007, réf. LSO-CH09358. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070118315) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2007.

Navron Alpha S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 131.095.

STATUTES

In the year two thousand and seven, on the fourteenth of August.

Before Us Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg).

There appeared:

NAVRON HOLDINGS S.à r.l., a private limited liability company incorporated and existing under the laws of Luxembourg, with its registered office at 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg,

here represented by Charles Altwies,

by virtue of a proxy given on August 10th, 2007.

The said proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxy holder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated here-above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. There is formed a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*) under the name NAVRON ALPHA S.à r.l. (the Company), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated 10th August, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), as well as by the present articles of association (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the single manager, or as the case may be, by the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the single partner or the general meeting of partners which shall be adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2. Where the single manager or the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these

extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

2.3. No permanent establishment nor branch may be established abroad without the prior approval of the single partner or partners owning at least half (1/2) of the corporate capital of the Company.

Art. 3. Object.

3.1. The object of the Company is the acquisition of equity stake, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such equity stake. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other way, any stock, securities, bonds, debentures, certificates of deposit or other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

3.2. The purpose of the Company includes in particular the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of immovable properties either in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad as well as all operations relating to immovable properties, including the direct or indirect holding of equities in Luxembourg or foreign companies, having as principal object the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of immovable properties.

3.3. The Company may borrow in any form except by way of public offer. The Company may issue, by means of private investment, shares, bonds and other securities representing debts or credits. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company. It may also grant guarantees and stand security in favour of third parties, to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise issue guarantees over all or over some of its assets.

3.4. The Company may carry out any commercial, industrial or financial activities which it may deem useful in accomplishment of its purpose.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the partners.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The Company's corporate capital is fixed at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) represented by twenty five thousand (25.000) shares in registered form with a par value of fifty cent (EUR 0.50) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the single partner or, as the case may be, by the general meeting of partners, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3. Shares are freely transferable among partners or, if there is no more than one partner, to third parties.

If the Company has more than one partner, the transfer of shares to non-partners is subject to the prior approval of the general meeting of partners representing at least three quarters of the share capital of the Company.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code.

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

6.4. Prior to the transfer of all or part of his shares, any partner must notify such transfer to the Company. The general meeting of partners may resolve that all or part of the offered shares shall be assigned, according to the terms and conditions set for the proposed transfer:

- a) to the Company, within the limits set forth by the law,
- b) to other partner(s), or
- c) to a designated third party.

6.5.A partner may request the Company to redeem all or part of his shares. Any redemption request from a partner shall be submitted to the prior approval of the general meeting of partners which may resolve that all or part of such shares shall be assigned:

- a) to the Company, within the limits set forth by the law,
- b) to other partner(s), or
- c) to a designated third party.

6.6. All or part of the shares of a partner may have to be redeemed by the Company if such shares have been transferred in violation of clause 6.3 or 6.4. above

6.7. All and any shares redeemed in accordance with clause 6.5. or 6.6. above shall be cancelled forthwith and all rights attached thereto shall be extinguished.

6.8.A partners' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each partner who so requests.

6.9. The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Law.

III. Management - Representation

Art. 7. Board of managers.

7.1. The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the single partner or the general meeting of partners which sets the term of their office. The manager(s) do not need to be partner(s).

7.2. The managers may be dismissed ad nutum.

Art. 8. Powers of the board of managers.

8.1. All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of partners fall within the competence of the single manager or, if the Company is managed by more than one manager, the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations in accordance with the Company's object.

8.2. Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, either partners or not, by the manager, or if there is more than one manager, by any one manager.

Art. 9. Procedure.

9.1. The board of managers shall meet as often as the Company's interest so requires or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

9.2. Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3. No such convening notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company.

9.4. Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager as his proxy.

9.5. The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting.

9.6. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

9.7. Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

Art. 10. Representation. The Company shall be bound towards third parties in all matters by the sole signature of the manager or by the single or joint signature(s) of any person(s) to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2. of these Articles.

Art. 11. Liability of the managers. The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

IV. General Meetings of Partners

Art. 12. Powers and voting rights.

12.1. The single partner assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of partners.

12.2. Each partner has voting rights commensurate to its shareholding.

12.3. Each partner may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of partners.

Art. 13. Form - Quorum - Majority.

13.1. If there are not more than twenty-five partners, the decisions of the partners may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all the partners in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail. The partners shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the partners may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

13.2. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by partners owning more than half of the share capital.

13.3. However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the partners owning at least three quarters of the Company's share capital.

V. Annual accounts - Allocation of profits

Art. 14. Accounting Year.

14.1. The accounting year of the Company shall begin on the first of January of each year and end on the thirty first of December of the same year.

14.2. Each year, with reference to the end of the Company's accounting year, the Company's accounts are established and the manager or, in case there is a plurality of managers, the board of managers shall prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

14.3. Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 15. Allocation of Profits.

15.1. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

15.2. The general meeting of partners has discretionary power to dispose of the surplus. It may in particular allocate such profit to the payment of a dividend or transfer it to the reserve or carry it forward.

15.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

- (i) a statement of accounts or an inventory or report is established by the manager or the board of managers;
- (ii) this statement of accounts, inventory or report shows that sufficient funds are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the statutory reserve;
- (iii) the decision to pay interim dividends is taken by the sole partner or the general meeting of partners;
- (iv) assurance has been obtained that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution - Liquidation.

16.1. In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be partners, appointed by a resolution of the single partner or the general meeting of partners which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the partner(s) or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company.

16.2. The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the partner or, in the case of a plurality of partners, the partners in proportion to the shares held by each partner in the Company.

VII. General provision

Art. 17. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on 31 December 2007.

Subscription and payment

All the 25,000 shares have been subscribed by NAVRON HOLDINGS S.à r.l., prenamed.

The shares so subscribed are fully paid up in cash so that the amount of twelve thousand and five hundred euros (EUR 12,500.-) is at the free disposal of the Company as has been proved to the undersigned notary who expressly bears witness to it.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately two thousand one hundred (2,100.-) euro.

Resolutions of the partner

Immediately after the incorporation of the Company, the sole partner, representing the entirety of the subscribed share capital has passed the following resolutions:

1. The following person is appointed as manager of the Company for an unlimited period of time:

Mr Alain Heinz, companies' director, born in Forbach (France), on the 17th of May 1968, residing professionally at L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faiencerie.

2. The registered office of the Company is set at 121, avenue de la Faiencerie L-1511 Luxembourg.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the proxy holder of the person appearing, said person signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille sept, le quatorze août.

Par-devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

NAVRON HOLDINGS Sarl, une société à responsabilité limitée de droit Luxembourgeois, ayant son siège social 121, avenue de la Faiencerie, L-1511 Luxembourg

ici représentée par Charles Altwies

en vertu d'une procuration donnée le 10 août 2007

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle comparante, ès-qualité qu'elle agit, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

I. Dénomination - Siège social - Objet social - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est établi une société à responsabilité limitée sous la dénomination NAVRON ALPHA S.à r.l. (la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi) et par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Lorsque le gérant unique ou le conseil de gérance estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui restera une société luxembourgeoise.

2.3. Aucun établissement permanent ou succursale ne peut être créé à l'étranger sans l'accord préalable de l'associé unique ou des associés représentant au moins la moitié (1/2) du capital social de la Société.

Art. 3. Objet social.

3.1. La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans d'autres sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. L'objet social de la Société inclus également l'acquisition, le développement, la promotion, la vente, la gestion et la location de biens immobiliers au Grand Duché de Luxembourg ou à l'étranger ainsi que toutes opérations immobilières, en ce inclus, la détention directe ou indirecte de participation dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, dont l'objet principal est l'acquisition, le développement, la promotion, la vente, la gestion et la location de biens immobiliers.

3.3. La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle pourra procéder, par voie de placement privé, à l'émission de parts et d'obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations, à ses filiales, sociétés affiliées et à toute autre société. Elle pourra également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société pourra en outre gager, nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs.

3.4. La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles ainsi que tous transferts de propriété mobiliers ou immobiliers, qui directement ou indirectement favorisent, ou se rapportent à, la réalisation de son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par vingt cinq mille (25.000) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale de cinquante cents (EUR 0,50) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit en une seule ou plusieurs fois par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.2. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.3. Les parts sociales sont librement transmissibles entre associés et, en cas d'associé unique, à des tiers.

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales à des non-associés n'est possible qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

La cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle ait été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du code civil.

Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

6.4. Préalablement au transfert de tout ou partie de ses parts sociales, chaque associé doit notifier un tel transfert à la Société. L'Assemblée Générale des Associés peut décider que tout ou partie des parts sociales offertes peuvent être attribuées, selon les termes et conditions définies pour le transfert proposé:

- a) à la société, dans les limites prévues par la loi;
- b) aux autres associés, ou
- c) à une partie tierce désignée.

6.5. Tout associé peut demander à la Société le rachat de tout ou partie de ses parts sociales. Toute demande de rachat d'un associé doit être soumise à l'accord préalable de l'assemblée générale des associés qui peut décider que tout ou partie de ces parts sociales soit attribuées:

- a) à la société, dans les limites prévues par la loi;
- b) aux autres associés, ou
- c) à une partie tierce désignée.

6.6. Tout ou partie des parts sociales d'un associé peuvent être rachetées par la Société si ces parts sociales ont été transférées en violation des articles 6.3. ou 6.4. définis précédemment.

6.7. Toutes les parts sociales rachetées en conformité avec les articles 6.5. ou 6.6. seront annulées et tous les droits attachés seront éteints.

6.8. Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi où il pourra être consulté par chaque associé.

6.9. La Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales dans les limites et aux conditions prévues par la Loi.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Conseil de gérance.

7.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, lesquels ne sont pas nécessairement des associés et qui seront nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés laquelle fixera la durée de leur mandat. Si plusieurs gérants ont été nommés, ils formeront un conseil de gérance.

7.2 Les gérants sont révocables ad nutum.

Art. 8. Pouvoirs du conseil de gérance.

8.1. Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance, qui aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social.

8.2. Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, associés ou non, par le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, par un gérant.

Art. 9. Procédure.

9.1. Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

9.2. Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3. La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les gérants de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque gérant de la Société donné par écrit soit en original, soit par télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique.

9.4. Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

9.5. Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité des gérants est présente ou représentée. Les décisions du conseil de gérance sont prises valablement à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par tous les gérants présents ou représentés à la réunion.

9.6. Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

9.7. Les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou téléfax.

Art. 10. Représentation. La Société sera engagée, en toute circonstance, vis-à-vis des tiers par la signature unique du gérant ou, le cas échéant, par les signatures conjointes ou la signature unique de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article 8.2. des statuts.

Art. 11. Responsabilités des gérants. Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

IV. Assemblée Générale des Associés

Art. 12. Pouvoirs et droits de vote.

12.1. L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont attribués par la Loi à l'assemblée générale des associés.

12.2. Chaque associé possède des droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales détenues par lui.

12.3. Tout associé pourra se faire représenter aux assemblées générales des associés de la Société en désignant par écrit, soit par lettre, télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique une autre personne comme mandataire.

Art. 13. Forme - Quorum - Majorité.

13.1. Lorsque le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq associés, les décisions des associés pourront être prises par résolution circulaire dont le texte sera envoyé à chaque associé par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique. Les associés exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés apparaîtront sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou téléfax.

13.2. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

13.3. Toutefois, les résolutions prises pour la modification des Statuts ou pour la dissolution et la liquidation de la Société seront prises à la majorité des voix des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices

Art. 14. Exercice social.

14.1. L'exercice social commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de la même année.

14.2. Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Sociétés sont arrêtés et le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

14.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Il sera prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net annuel de la Société qui sera affecté à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

15.2. L'assemblée générale des associés décidera discrétionnairement de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel. Elle pourra en particulier attribuer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à la réserve ou le reporter.

15.3. Des dividendes intérimaires pourront être distribués à tout moment dans les conditions suivantes:

- (i) un état comptable ou un inventaire ou un rapport est dressé par le gérant ou le conseil de gérance;
- (ii) il ressort de cet état comptable, inventaire ou rapport que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à la réserve légale;
- (iii) la décision de payer les dividendes intérimaires est prise par l'associé unique ou l'assemblée générale des associés;
- (iv) le paiement est fait dès lors qu'il est établi que les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution - Liquidation.

16.1. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution du (ou des) associé(s) ou par la loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera attribué à l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, aux associés proportionnellement au nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux dans la Société.

VII. Disposition générale

Art. 17. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

Le premier exercice social débutera à la date du présent acte et se terminera au 31 décembre 2007.

Souscription et libération

Les 25.000 parts sociales ont été toutes souscrites par NAVRON HOLDINGS S.à r.l., préqualifiée.

Toutes les parts sociales ont été intégralement libérées en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais et dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à charge à raison de sa constitution à environ deux mille cent euros (2.100,-).

Décision de l'associé unique

Et aussitôt, l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social a pris les résolutions suivantes:

1. La personne suivante est nommée comme gérant de la Société pour une durée indéterminée:

Monsieur Alain Heinz, administrateur de sociétés, né à Forbach (France), le 17 mai 1968, demeurant professionnellement à L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

2. Le siège social de la Société est établi au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la comparante, le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: C. Altwies, M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg, le 22 août 2007, LAC/2007/ 23424. — Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Pour copie conforme, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 août 2007.

M. Schaeffer.

Référence de publication: 2007104468/5770/425.

(070118757) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2007.

CEREP Italy One S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 92.166.

Il résulte de la résolution prise par le gérant unique le 1^{er} août 2007, que le siège social de la Société est transféré du 30, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Par ailleurs, le siège social de CEREP S.à r.l., gérant unique et associé unique de la Société, est également transféré du 30, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg en vertu de la résolution prise par le conseil de gérance de la société CEREP S.à r.l. le 1^{er} août 2007.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 août 2007.

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2007104380/1092/22.

Enregistré à Luxembourg, le 30 août 2007, réf. LSO-CH09332. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070118314) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2007.

Toro Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 131.092.

STATUTES

In the year two thousand seven, on the thirteenth august.

Before Us, Maître Roger Arrensdorf, notary residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

TORO (GIBRALTAR) LIMITED, a private company, incorporated, organized and existing under the laws of Gibraltar, with registered office at Suite 1 Burns House, 19 Town Range, Gibraltar,

herein represented by M^e Arnaud Sagnard, Attomey-at-law, with professional address in Luxembourg,

by virtue of a proxy given on August 10th, 2007.

The said proxy, after having been signed ne varietur by the appearing party and the undersigned notary, will be attached to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated here-above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name TORO LUXEMBOURG S.à r.l. (hereafter the Company), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular

by the law dated 10th August, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the Law), as well as by the present articles of association (hereafter the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the single manager, or as the case may be, by the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the single manager, or as the case may be, the board of managers of the Company. Where the single manager or the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Object.

3.1. The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

3.2. The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or to any other company. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person.

3.3. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly favour or relate to its object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The Company's corporate capital is fixed at twelve thousand five hundred Euro (12,500.- €) represented by one hundred shares (100) shares in registered form with a par value of one hundred twenty-five Euro (€ 125.-) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the single shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3. Shares are freely transferable among shareholders or, if there is no more than one shareholder, to third parties.

In case of plurality of shareholders, the transfer of shares to non-shareholders is subject to the prior approval of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the share capital of the Company.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code.

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

6.4. A shareholders' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each shareholder who so requests.

III. Management - Representation

Art. 7. Board of managers. The Company shall be managed by a board of managers appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which sets the term of their office. The board of managers shall be composed of (i) one (1) or several class A managers, and (ii) one (1) or several class B managers. Neither a class A manager nor a class B manager needs to be a shareholder.

Art. 8. Powers of the board of managers.

8.1. All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of shareholders, fall within the competence of the single manager or, if the Company is managed by more than one manager, the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2. Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, either shareholders or not, by the manager, or if there are more than one manager, by any two managers of the Company.

Art. 9. Procedure.

9.1. The board of managers shall meet as often as the Company's interests so requires or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

9.2. Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3. No such convening notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company.

9.4. Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager as his proxy.

9.5. The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast.

The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting.

9.6. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

9.7. Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

Art. 10. Representation. The Company shall be bound towards third parties in all matters by (i) the single signature of any class A manager, (ii) the joint signatures of one class A manager and one class B manager of the Company, (iii) any class B manager for all matters not exceeding the amount of ten thousand Euro (10,000.- €) or (iv) by the joint or single signatures of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8 paragraph 2 of these Articles.

Art. 11. Liability of the managers. The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

IV. General meetings of shareholders

Art. 12. Powers and voting rights.

12.1. The single shareholder assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of shareholders.

12.2. Each shareholder has voting rights commensurate to its shareholding.

12.3. Each shareholder may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of shareholders.

Art. 13. Form - Quorum - Majority.

13.1. If there are not more than twenty-five shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all the shareholders in writing, whether in original or by telegram, telex,

facsimile or e-mail. The shareholders shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the shareholders may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

13.2. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

13.3. However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital.

V. Annual accounts - Allocation of profits

Art. 14. Financial Year.

14.1. The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first December of that same year.

14.2. Each year, with reference to the end of the Company's financial year, the Company's accounts are established and the manager or, in case there is a plurality of managers, the board of managers, shall prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

14.3. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 15. Allocation of Profits.

15.1. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

15.2. The general meeting of shareholders has discretionary power to dispose of the surplus. It may in particular allocate such profit to the payment of a dividend or transfer it to the reserve or carry it forward.

15.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

(i) a statement of accounts or an inventory or report is established by the sole manager or, as the case may be, the board of managers;

(ii) this statement of accounts, inventory or report shows that sufficient funds are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the statutory reserve;

(iii) the decision to pay interim dividends is taken by the sole shareholder or the general meeting of shareholders;

(iv) assurance has been obtained that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution - Liquidation.

16.1. In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be shareholders, appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the shareholder(s) or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realization of the assets and payments of the liabilities of the Company.

16.2. The surplus resulting from the realization of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the shareholder or, in the case of a plurality of shareholders, the shareholders in proportion to the shares held by each shareholder in the Company.

VII. General provision

17. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provision

The first financial year of the Company shall start as per the date of this deed and shall end on 31 December 2008.

Subscription-payment

Thereupon, TORO (GIBRALTAR) LIMITED, prenamed and represented as stated above declares to subscribe to one hundred (100) shares in registered form, with a par value of one hundred twenty-five Euro (125.- €) each, and to fully pay them up by way of a contribution in kind consisting of a note receivable (The «Note»).

Proof of the existence and value of the contribution:

According to a management certificate of TORO (GIBRALTAR) LIMITED dated August 13th, 2007 the Note contributed has an aggregate value of at least twelve thousand five hundred Euro (12,500.- €) is certain and shall be due and payable on its due date without deduction.

104235

Estimate

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately two thousand Euro (2,000.- €).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder, representing the entirety of the subscribed share capital has passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed as class A manager of the Company for an indefinite period:

- Paula Graff, Director of Taxes, born on March 18, 1957, in Minnesota, USA, with professional address at 8111 Lyndale Avenue South Bloomington, MN 55420, United States of America;

- Stacy Bogart, Assistant General Counsel, born on October 25, 1963, in Iowa, USA, with professional address at 8111 Lyndale Avenue South Bloomington, MN 55420, United States of America;

- Mr Dennis Himan, Executive Vice President, born on February 28, 1944, with residential address at 123 S. Minnetonka Avenue, Wayzata, MN, U.S.A.

- The following person is appointed as class B manager of the Company for an indefinite period:

- Mrs Christel A. Damaso, consultant, born on July 24, 1978, in Luxembourg, with professional address at 69, rue de Merl, L-2146 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

2. The registered office of the Company is set at Carré Bonn, 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg).

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a German version and in case of divergences between the English and the German text, the English version will be prevailing.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, said person appearing signed together with the notary the present deed.

Traduction allemande du texte qui précède:

Im Jahre zweitausendundsieben, am dreizehnten August.

Vor dem Endesunterzeichneten Notar Roger Arrendorff, im Amtssitze in Bad-Mondorf.

Ist erschienen:

TORO (GIBRALTAR) LIMITED, eine private Gesellschaft, gegründet, organisiert und bestehend unter den Gesetzen von Gibraltar, mit Gesellschaftssitz in Suite 1 Burns House, 19 Town Range, Gibraltar,

hier vertreten durch M^e Arnaud Sagnard, Rechtsanwalt, wohnhaft in Luxemburg auf Grund einer Vollmacht vom 10. August 2007, die nach ne varietur Unterzeichnung des Bevollmächtigten und des instrumentierenden Notars gegenwärtiger Urkunde beigebogen bleibt um mit derselben einregistriert zu werden.

Welche Komparentin, vertreten wie vorher erwähnt, den unterzeichneten Notar ersucht, die Satzung einer von ihr zu gründenden Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach luxemburgischem Recht (société à responsabilité limitée) wie folgt zu beurkunden:

I. Namen - Gesellschaftssitz - Objekt - Dauer

Art. 1. Namen. Es wird eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) unter dem Namen TORO LUXEMBOURG S.à r.l. (die Gesellschaft) gegründet, welche den Gesetzen Luxemburgs unterliegt, insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften so wie abgeändert (das Gesetz), so wie durch diese Statuten (Statuten).

Art. 2. Gesellschaftssitz.

2.1. Der Gesellschaftssitz befindet sich in Luxemburg, Grossherzogtum Luxemburg. Er kann innerhalb der Gemeinde durch einfachen Beschluss des einzigen Geschäftsführers, beziehungsweise des Vorstands, verlegt werden. Desweiteren kann er innerhalb des Grossherzogtums Luxemburg verlegt werden durch Beschluss des einzigen Gesellschafters, beziehungsweise der Generalversammlung, in der Weise wie es für eine Statutenänderung vorgeschrieben ist.

2.2. Zweigniederlassungen, Tochtergesellschaften oder andere Büros können überall im Grossherzogtum Luxemburg oder im Ausland durch Beschluss des einzigen Geschäftsführer, beziehungsweise der Generalversammlung festgelegt werden.

Sollten außergewöhnliche Ereignisse militärischer oder politischer, Natur die normale Aktivität der Gesellschaft behindern oder bedrohen, so kann der Sitz der Gesellschaft durch einfache Entscheidung des Geschäftsführers oder des Vorstandes provisorisch in eine andere Ortschaft des Großherzogtums Luxemburg oder sogar ins Ausland verlegt werden und zwar so lange bis zur Wiederherstellung normaler Verhältnisse. Solche zeitweilige Massnahmen haben keinen Einfluss

auf die Nationalität der Gesellschaft, welche unbeschadet der zeitweilige Verlegung der Gesellschaft eine in Luxemburg eingetragene Gesellschaft bleibt.

Art. 3. Objekt.

3.1. Der Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb von Beteiligungen, in Luxemburg oder im Ausland in allen Gesellschaften oder Unternehmen in welcher Form auch immer und die Verwaltung solcher Beteiligungen. Die Gesellschaft kann insbesondere erwerben durch Zeichnung, Kauf, Tausch oder in anderer Weise alle Werte, Anteile und andere Wertbeteiligungen, Verpflichtungen, Schuldverschreibungen, Einlagezertifikate, und andere Schuldinstrumente und darüber hinaus jede Wert- und Finanzinstrumente welche von öffentlichen und privaten Institutionen welcher Art auch immer, herausgegeben werden. Sie kann sich beteiligen an der Gründung, Entwicklung, Verwaltung und Kontrolle jeder Gesellschaft und Unternehmen. Sie kann desweiteren investieren in den Erwerb und die Verwaltung eines Portfolio von Patenten oder anderen Rechten von intellektuellen Eigentum jeder Art und Herkunft.

3.2. Die Gesellschaft kann leihen in welcher Form auch immer, mit Ausnahme einer öffentlichen Anleihe. Sie kann durch nur private Anlage Schuldscheine, Verpflichtungen, Schuldverschreibungen und alle Arten von Schuld- und/oder Wertpapieren herausgeben. Die Gesellschaft kann Wertbeträge verleihen, einschliesslich ohne Begrenzung die Produkte von allen geliehenen und/oder herausgegebenen Wertpapieren an Tochtergesellschaften, Gesellschaften an denen sie beteiligt ist, und/oder jede andere Gesellschaft. Sie kann auch Garantien geben, in Pfand geben, übertragen, belegen oder auf andere Art Sicherheiten schaffen und gewähren über das ganze oder ein Teil des Vermögens um ihre eigenen Verpflichtungen und Unternehmungen zu garantieren und/oder Verpflichtungen und Unternehmungen von jeder anderen Gesellschaft, und im allgemeinen für ihren eigenen Nutzen und/oder den Nutzen einer anderen Gesellschaft oder Person.

3.3. Die Gesellschaft kann im allgemeinen alle Techniken und Instrumente benutzen in Bezug auf ihre Investitionen mit dem Ziel Ihrer effizienten Verwaltung, einschliesslich Techniken und Instrumente geschaffen um die Gesellschaft gegen Kredit-Währungsumtausch-Zins und andere Risiken zu beschützen

3.4. Die Gesellschaft kann alle kommerziellen, finanziellen und industriellen Operationen und Geschäfte durchführen, unter welcher Form auch immer, und alle Geschäfte welche sich auf Mobiliar- und Immobilienwerte beziehen die mittelbar oder unmittelbar mit dem Gesellschaftszweck zusammenhängen oder diesen fördern.

Art. 4. Dauer.

4.1. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Dauer gegründet.

4.2. Die Gesellschaft wird nicht aufgelöst durch den Tod, Verlust der bürgerlichen Rechte, Unmündigkeit, Zahlungsunfähigkeit, Bankrott oder ähnliche Ereignisse welche einen oder mehrere der Gesellschafter betreffen.

II. Kapital - Anteile

Art. 5. Kapital.

5.1. Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (12.500,- €) eingeteilt in hundert (100) Anteile von je einhundertfünfundzwanzig Euro (125,-) alle vollständig gezeichnet und einbezahlt.

5.2. Das Gesellschaftskapital kann herauf oder herab gesetzt werden einmal oder mehrmals durch Beschluss des einzigen Gesellschafters, beziehungsweise der Generalversammlung, in der Weise wie es für eine Statutenänderung vorgeschrieben ist.

Art. 6. Anteile.

6.1. Jeder Anteil ermächtigt den Eigentümer zu einem Anteil am Vermögen und an den Gewinnen der Gesellschaft, welcher im direkten Verhältnis zu der Gesamtzahl der Anteile steht.

6.2. Gegenüber der Gesellschaft sind die Anteile unteilbar, da nur ein Eigentümer pro Anteil erlaubt ist. Miteigentümer müssen einen Bevollmächtigten ernennen als Vertreter gegenüber der Gesellschaft.

6.3. Zwischen den Gesellschaftern sind die Gesellschaftsanteile frei übertragbar, oder an Dritte, wenn nur ein Gesellschafter besteht.

Das Abtreten von Gesellschaftsanteilen an Nichtgesellschafter bedarf der Genehmigung der Gesellschafter welche die drei Viertel des Gesellschaftskapitals darstellen müssen.

Die Übertragung ist der Gesellschaft und Dritten gegenüber erst rechtswirksam, nachdem sie gemäss Artikel 1690 des Zivilgesetzbuches der Gesellschaft zugestellt oder von ihr in einer notariellen Urkunde angenommen worden ist.

Für alles Übrige wird auf die Artikel 189 und 190 des Gesetzes verwiesen.

6.4. Ein Register der Anteilinhaber befindet sich am Gesellschaftssitz gemäss den gesetzlichen Bestimmungen und kann von jedem Anteilinhaber eingesehen werden.

III. Geschäftsführung - Vertretung

Art. 7. Vorstand. Die Gesellschaft wird durch einen Vorstand verwaltet, der vom einzigen Gesellschafter, beziehungsweise der Generalversammlung ernannt wird mit Bestimmung der Amtsdauer. Der Vorstand besteht aus (i) einem oder mehreren Klasse A Geschäftsführer und (ii) einem oder mehreren Klasse B Geschäftsführer.

Art. 8. Befugnisse des Vorstandes.

8.1. Alles, was nicht ausdrücklich durch das Gesetz oder die vorliegenden Satzung der Generalversammlung vorbehalten ist, fällt in die Zuständigkeit des einzigen Geschäftsführers beziehungsweise des Vorstandes, welcher die weitestgehenden Befugnisse hat, um die Gesellschaftsangelegenheiten zu führen und die Gesellschaft im Rahmen des Gesellschaftszweckes zu verwalten.

8.2. Bestimmte und begrenzte Vollmachten können vom einzigen Geschäftsführer, beziehungsweise von zwei Geschäftsführern an einen oder mehreren Agenten übertragen werden, welche nicht Gesellschafter zu sein brauchen.

Art. 9. Prozedur.

9.1 Der Vorstand tritt so oft zusammen, wie das Gesellschaftsinteresse es erfordert oder durch Einberufung eines Geschäftsführers an dem Ort wie im Einberufungsschreiben angegeben.

9.2. Schriftliche Information einer Vorstandsversammlung muss allen Geschäftsführern mindestens 24 (vierundzwanzig) Stunden im voraus mitgeteilt werden, Dringlichkeit ausgenommen. In dem Fall werden die Umstände der Dringlichkeit im Einberufungsschreiben dargelegt.

9.3. Ein Einberufungsschreiben ist nicht nötig, wenn alle Mitglieder des Vorstandes anwesend oder vertreten sind und wenn sie erklären, dass sie ausreichend informiert sind und genaue Kenntnis der Tagesordnung haben. Auf das Einberufungsschreiben kann einverständlich verzichtet werden, in schriftlicher Form sei es im Original, durch Telegramm, Telex, Fax oder E-mail, von jedem Mitglied des Vorstands.

9.4. Jeder Geschäftsführer kann sich an jeder Versammlung durch einen anderen Geschäftsführer vertreten lassen.

9.5. Der Vorstand ist nur beschlussfähig, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten sind. Beschlüsse können nur mit Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst werden. Die Beschlüsse des Vorstandes werden in einem Protokoll festgehalten welcher von allen anwesenden oder vertretenen Mitgliedern unterschrieben wird.

9.6. Jeder Geschäftsführer kann an jeder Versammlung teilnehmen über Telefon oder Videokonferenz oder jeder andere Kommunikationstechnik, welche allen teilnehmenden Personen erlaubt unter einander zu sprechen und zu zuhören. Die Teilnahme an der Versammlung mittels dieser Mittel ist gleichbedeutend mit einer physischen Teilnahme.

9.7. Beschlüsse über Rundschreiben unterschrieben von allen Geschäftsführern sind gültig und verpflichtend in der gleichen Weise wie in einer ordentlichen Versammlung gefasst. Solche Unterschriften können auf einem einzelnen Dokument oder auf mehrere Kopien des gleichen Beschlusses gemacht werden und durch Brief oder Fax bewiesen werden.

Art. 10. Vertretung. Die Gesellschaft wird Dritten gegenüber verpflichtet in allen Angelegenheiten (i) durch die einzelne Unterschrift eines Klasse A Geschäftsführers, (ii) durch die gemeinsame Unterschrift eines Klasse A Geschäftsführers und eines Klasse B Geschäftsführers, (iii) durch einen Klasse B Geschäftsführers für alle Angelegenheiten welche den Betrag von zehntausend (10.000,-) Euro nicht überschreitet, oder (iv) durch die einzelne oder gemeinsame Unterschrift der oder derjenigen Personen welche hierzu rechtmässig gemäss Artikel 8.2. dieser Statuten bestellt wurden.

Art. 11. Haftung der Geschäftsführer. Die Geschäftsführer übernehmen in Ausübung ihres Mandates keine persönliche Haftung in Bezug auf irgendwelche Verpflichtung welche sie im Namen der Gesellschaft eingegangen sind, unter der Bedingung, dass diese Verpflichtung im Einklang mit diesen Statuten und den einschlägigen Bestimmungen des Gesetzes ist.

IV. Generalversammlung der Anteilhaber

Art. 12. Rechte und Stimmrechte.

12.1. Der einzige Anteilhaber übernimmt alle Rechte welche das Gesetz der Generalversammlung übertragen hat.

12.2. Jeder Anteilhaber hat die Stimmrechte im Verhältnis zu seinen Anteilen.

12.3. Jeder Anteilhaber kann jede physische oder juristische Person zu seinem Vertreter bei der Generalversammlung bestimmen mittels einer schriftlichen Vollmacht über Brief, Telegramm, Telex, Fax oder E-mail.

Art. 13. Form - Quorum - Mehrheit.

13.1. Wenn es nicht mehr als fünfundzwanzig Anteilhaber gibt, können die Beschlüsse über Rundschreiben erfolgen, dessen Text jedem Anteilhaber schriftlich zugesandt wird, sei es im Original oder über Telegramm, Telex, Fax oder E-mail. Die Anteilhaber stimmen zu, durch Unterschreiben des Rundschreibens. Die Unterschriften der Anteilhaber können auf einem einzelnen Dokument oder auf mehreren Kopien des gleichen Beschluss gemacht werden und bewiesen werden durch Brief oder Fax.

13.2. Gemeinsame Beschlüsse können nur von Anteilhabern mit mehr als der Hälfte des Gesellschaftskapitals gefasst werden.

13.3. Aber Beschlüsse, welche eine Statutenänderung oder die Auflösung und Liquidation der Gesellschaft bewirken können nur mit der Mehrheit der Anteilhaber welche mindestens drei Viertel des Kapitals besitzen, gefasst werden.

V. Jährliche Bilanzen-Zuteilung der gewinne

Art. 14. Geschäftsjahr.

14.1. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar und endet am einunddreissigsten Dezember jeden Jahres.

14.2 Jedes Jahr werden zum einunddreißigsten Dezember vom Geschäftsführer, beziehungsweise vom Vorstand die Konten, das Inventar aller Aktiva und Passiva der Gesellschaft aufgestellt.

14.3 Jeder Anteilshaber hat das Recht Einsicht zu erhalten am Gesellschaftssitz in das oben genannte Inventar und die Konten der Gesellschaft.

Art. 15. Zuteilung der Gewinne.

15.1. Der Bruttogewinn ausgewiesen in der jährlichen Bilanz stellt nach Abzug der Unkosten, Gehälter und sonstiger Abschreibungen, den Nettogewinn dar wird wie folgt zugewiesen:

- fünf vom Hundert (5 %) der Schaffung einer gesetzlichen Rücklage solange diese Rücklage nicht zehn vom Hundert (10 %) des Kapitals darstellt.

15.2. Der Rest steht zur freien Verfügung der Gesellschafter. Er kann insbesondere verwendet werden zur Zahlung von Dividenden, in die freie Reserve übertragen werden.

15.3. Zwischendividenden können jederzeit unter folgenden Bedingungen zugeteilt werden:

(i) eine Aufstellung der Konten, Inventar oder Bericht wird durch den einzigen Geschäftsführer, beziehungsweise durch den Vorstand vorgenommen;

(ii) diese Aufstellung der Konten, Inventar oder Bericht erweist, dass genügend Geldmittel zur Verteilung vorhanden sind, unter der Voraussetzung, dass die zu verteilende Summe den erzielten Gewinn seit Ende des vorausgegangenen Geschäftsjahres zuzüglich den übertragenen Gewinne und frei verfügbaren Reserven, aber abzüglich der übertragenen Verluste und der gesetzlichen Reserven zu übertragenen Summen, nicht übersteigt;

(iii) der Beschluss Zwischendividenden auszuzahlen wird vom einzigen Anteilshaber, beziehungsweise von der Generalversammlung getroffen;

(iv) Sicherheit ist gegeben, dass die Rechte der Gläubiger der Gesellschaft nicht gefährdet werden.

VI. Auflösung - Liquidation

Art. 16. Auflösung-Liquidation. Im Fall der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren, vom einzigen Anteilshaber oder von der Gesellschafterversammlung ernannten Liquidatoren, die keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt. Die Gesellschafterversammlung legt deren Befugnisse und Bezüge fest.

Wenn es nicht anders durch Beschluss oder Gesetz festgelegt wird, haben die Liquidatoren die weitestgehenden Befugnisse zur Realisierung des Vermögens der Gesellschaft und der Zahlung der Verpflichtungen der Gesellschaft.

16.2. Der Überschuss nach Realisierung des Vermögens der Gesellschaft und Zahlung der Verpflichtungen der Gesellschaft wird an den Anteilshaber, beziehungsweise an die Anteilshaber im Verhältnis ihrer Anteile ausbezahlt.

VII. Generalklausel

17. Es wird verwiesen auf die Bestimmungen des Gesetzes für alle hier nicht vorgesehenen Fälle.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt ausnahmsweise vom Datum dieser Urkunde und endet am 31. Dezember 2008.

Zeichnung - Einzahlung

Alsdann erklärt TORO (GIBRALTAR) vorgeannt und vertreten wie erwähnt hundert Anteile (100) in registrierter Form mit einem Nominalwert von hundertfünfundsiebenzig (125,-) Euro pro Anteil zu zeichnen und zu zahlen vermittels Einlage in Gegenwart eines Schuldscheines (Die «Note»)

Beweis der Existenz und des Wertes der Einlage:

Gemäss einer Bescheinigung der Geschäftsführung von TORO (GIBRALTAR) mit Datum vom 13. August 2007, hat den eingebrachten Schuldschein einen Gesamtwert von mindestens zwölftausendfünfhundert (12.500,-) Euro und ist geschuldet und zahlbar am Fälligkeitsdatum ohne Abzug.

Schätzung der Gründerkosten

Die der Gesellschaft aus Anlaß ihrer Gründung entstehenden Kosten, Honorare und Auslagen werden von den Parteien auf zweitausend (2.000,-) Euro abgeschätzt.

Beschlüsse des einzigen Anteilshaber

Sodann nach der Gründung der Gesellschaft fasst der alleinige Gesellschafter folgende Beschlüsse:

1) Folgende Personen werden für unbestimmte Zeit zu Klasse A Geschäftsführer ernannt:

- Paula Graff, Director of Taxes, geboren am 18. März 1957, in Minnesota, USA, beruflich wohnhaft zu 8111 Lyndale Avenue South Bloomington, MN 55420, United States of America;

- Stacy Bogart, Assistant General Counsel, geboren am 25. Oktober 1963, in Iowa, USA, beruflich wohnhaft zu 8111 Lyndale Avenue South Bloomington, MN 55420, United States of America;

- Mr Dennis Himan, Executive Vice President geboren am 28 Februar 1944, wohnhaft zu 123 S. Minnetonka Avenue, Wayzata, MN, U.S.A. Die folgende Person wird auf unbestimmte Zeit zu Klasse B Geschäftsführer ernannt:

- Mrs Christel A. Damaso, consultant, geboren am 24. Juli 1978 in Luxemburg, beruflich wohnhaft zu 69, rue de Merl, L-2146 Luxembourg (Grossherzogtum Luxemburg).

2) Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Carré Bonn, 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar, welcher der englischen Sprache mächtig ist, bestätigt hiermit, daß der Text der vorliegenden Urkunde auf Wunsch der Parteien in englisch abgefaßt ist, gefolgt von einer deutschen Übersetzung; er bestätigt weiterhin, daß es der Wunsch der Parteien ist, daß im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text der englische Text Vorrang hat.

Worüber Urkunde Errichtet wurde zu Luxemburg, Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung an die Komparentin, hat dieselbe gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: A. Sagnard, R. Arrendorff.

Enregistré à Remich, le 14 août 2007. Relation: REM/2007/1525. — Reçu 125 euros.

Le Receveur ff. (signé): Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mondorf-les-Bains, le 17 août 2007.

R. Arrendorff.

Référence de publication: 2007104471/218/418.

(070118743) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2007.

Mecatramine S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4023 Esch-sur-Alzette, rue Jean-Pierre Bausch.

R.C.S. Luxembourg B 85.678.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale ordinaire tenue au siège social le 31 Mai 2007 à 19 heures

A l'unanimité, il a été décidé ce qui suit:

1- Réélection du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes pour une nouvelle période de six ans:

Sont réélus Administrateurs:

- Monsieur Alfred Gruszka, directeur, né le 26 novembre 1938 à Tuquenieux (France), demeurant au 8, rue Carnot - F- 54590 Hussigny Godrange (France).

- Monsieur Thierry Gruszka, comptable, né le 13 mars 1963 à Briey (France), demeurant au 25, avenue de Strasbourg -F- 57070 Metz (France).

- Monsieur Jean Ferrari, chef de chantiers, né le 23 mars 1937 à Crusnes (France), demeurant au 17, rue du Maréchal Lyautey -F- 54680 Errouville (France).

Est réélue Commissaire aux Comptes:

Madame Corinne Chantereau, comptable, née le 6 août 1963 à Roubaix (France), demeurant au 36, rue Op Hals -L- 3376 Leudelage.

Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes expireront à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle de 2013.

2 - Le Conseil d'Administration décide de réélire Monsieur Jean Ferrari, aux fonctions d'Administrateur-Délégué avec tous pouvoirs pour engager la société par sa seule signature.

Le mandat de l'Administrateur délégué prendra fin à l'issue de l'assemblée générale Ordinaire de 2013.

3 - Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée après lecture du procès-verbal qui est signé par le Président, le Secrétaire et le Scrutateur.

Signature / Signature / Signature

Le Président / Le Secrétaire / Le Scrutateur

Référence de publication: 2007104326/642/31.

Enregistré à Luxembourg, le 30 août 2007, réf. LSO-CH09216. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070118090) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2007.

DBSAM Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 94.979.

Extrait des décisions prises lors de l'assemblée générale des actionnaires de la Société tenue en date du 27 juillet 2007

En date du 27 juillet 2007, l'assemblée générale des actionnaires de la Société a pris les résolutions suivantes:

- de prendre connaissance de la démission de:

Monsieur Lau Wing Tat de son mandat d'administrateur de la Société avec effet immédiat;

- de nommer:

Madame Virginia Noronha, née le 16 septembre 1962 à Hong Kong, Chine, ayant comme adresse professionnelle: 139, Queen's Road Central, Hong Kong, Chine, en tant que nouvel administrateur de la Société, avec effet immédiat et ce pour une durée déterminée jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2008;

Monsieur Michael Liang, né le 1^{er} décembre 1970, Saravak, Malaisie, ayant comme adresse professionnelle: 8, Cross Street #08-01, 048424 Singapour, Singapour, en tant que nouvel administrateur de la Société, avec effet immédiat et ce pour une durée déterminée jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2008;

- de renouveler le mandat de:

Madame Nancy Kan en tant qu'administrateur de la Société et ce pour durée déterminée jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2008;

Madame Amy Yip Yok Tak en tant qu'administrateur de la Société et ce pour une durée déterminée jusqu'à la prochaine assemblée générale qui se tiendra en l'année 2008;

PricewaterhouseCoopers en tant que réviseur d'entreprise de la Société et ce pour une durée déterminée jusqu'à la prochaine assemblée générale qui se tiendra en l'année 2008.

Depuis cette date, le Conseil d'administration de la Société est composé des personnes suivantes:

- Madame Virginia Noronha
- Monsieur Michael Liang
- Madame Amy Yip Yok Tak
- Madame Nancy Kan

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 août 2007.

DBSAM FUNDS

Signature

Suit la traduction en anglais du texte qui précède:

Minutes of the extraordinary general meeting of shareholders of the Company held on 27 July 2007

The general meeting of shareholders of the Company adopts the following resolutions:

- to acknowledge the resignation of:

Mr Lau Wing Tat as director of the Company with immediate effect;

- to appoint:

Ms Virginia Noronha, born on September 16, 1962, in Hong Kong, China, with professional address at: 139, Queen's Road Central, Hong Kong, China, as new director of the Company, with immediate effect and for a term ending with the date on which the next annual general meeting will be held in 2008;

Mr Michael Liang, born on December 1st, 1970, Saravak, Malaysia, with professional address at: 8, Cross Street #08-01, 048424 Singapore, Singapore, as new director of the Company, with immediate effect and for a term ending with the date on which the next annual general meeting will be held in 2008;

- to renew the mandate of:

Ms Nancy Kan as director of the Company for a term ending with the date on which the next annual general meeting will be held in 2008;

Ms Amy Yip Yok Tak as director of the Company for a term ending with the date on which the next annual general meeting will be held in 2008;

PricewaterhouseCoopers as auditor of the Company for a term ending with the date on which the next annual general meeting will be held in 2008

Accordingly, the Board of Directors is composed as follows:

- Ms Virginia Noronha
- Mr Michael Liang
- Ms Amy Yip Yok Tak
- Ms Nancy Kan

Référence de publication: 2007104340/250/60.

Enregistré à Luxembourg, le 29 août 2007, réf. LSO-CH08769. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070118409) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2007.

PepsiCo Global Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 18.000,00.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 2, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 131.094.

—
STATUTES

In the year two thousand seven, on the ninth of August.

Before Us Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

GLOBAL PepsiCo LUXEMBOURG HOLDINGS S.à r.l., a company having its registered office at L-1746 Luxembourg, 2, rue Joseph Hackin, registration number with the Luxembourg trade and companies' register pending, here represented by Ms. Pamela Valasuo, private employee, residing professionally at 46A, avenue JF Kennedy, L-1855 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, initialled ne varietur by the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, represented as hereabove stated, has requested the officiating notary to document the following articles of incorporation of a «Société à responsabilité limitée», private limited liability company (the «Articles»), it deems to incorporate as partner or with any person or entity which may become partner of this company in the future.

Art. 1. Name. There is hereby formed a «Société à responsabilité limitée», private limited liability company under the name PepsiCo GLOBAL INVESTMENTS S.à r.l. (the «Company») governed by the present Articles of incorporation and by current Luxembourg laws, and in particular the law of August 10th, 1915 on commercial companies (the «Law»), and the law of September 18th, 1933 and of December 28th, 1992 on «Société à responsabilité limitée».

Art. 2. Object. The purpose of the Company shall be the acquisition of ownership interests, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such ownership interests. The Company may in particular acquire by way of subscription, purchase and exchange or in any other manner any stock, shares and securities of whatever nature, including bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents and other intellectual property rights.

The Company may borrow in any way form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt or other equity securities. The Company may lend funds, including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other companies which form part of the same group of companies as the Company. It may also give guarantees and grant security interests in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other companies which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may further mortgage, pledge, hypothecate, transfer or otherwise encumber all or some of its assets. The Company may generally employ any techniques and utilise any instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit risk, currency fluctuations risk, interest rate fluctuation risk and other risks.

The Company may furthermore carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions, which are or may be conducive to the above.

Art. 3. Registered office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The registered office of the Company may be transferred within the municipality of Luxembourg by decision of the board of managers.

The registered office of the Company may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by means of a resolution of an extraordinary general meeting of partner(s) deliberating in the manner provided by the Law.

The Company may have offices and branches (whether or not a permanent establishment) both in Luxembourg and abroad.

In the event that the board of managers should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the board of managers of the Company.

Art. 4. Duration. The Company is established for an unlimited duration.

The life of the Company does not come to an end by death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any partner.

Art. 5. Capital. The capital of the Company is set at USD 18,000.- (eighteen thousand United States Dollars) represented by 18,000 (eighteen thousand) shares with a nominal value of USD 1.- (one United States Dollar) each.

The share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of partner(s) adopted in the same manner required for amendment of the Articles.

Art. 6. Shares. Each share of the Company confers an identical voting right and each partner has voting rights commensurate to his shareholding.

The shares are freely transferable among the partners.

Shares may not be transferred to non-partners unless partners representing at least three-quarter of the share capital shall have agreed thereto in a general meeting.

Furthermore it is referred to the provisions of articles 189 and 190 of the Law.

The shares are indivisible with regard to the Company, which admits only one owner per share.

The Company shall have power to redeem its own shares. Such redemption shall be carried out by a unanimous resolution of an extraordinary general meeting of the partner(s), representing the entirety of the subscribed capital of the Company.

Art. 7. Management. The Company is managed by one or several managers. In case of plurality of managers, the managers constitute a board of managers composed of two classes of managers (A and B).

The manager(s) need not be partners of the Company.

The managers shall be appointed by a resolution of the general meeting of partners taken by simple majority of the votes cast, or, in case of sole partner, by decision of the sole partner which determines their powers, their remuneration and the duration of their mandate. The general meeting of partners or the sole partner (as the case may be) may, at any time and ad nutum, remove and replace any manager.

All powers not expressly reserved by the Law or the Articles to the general meeting of partners or to the sole partner (as the case may be) fall within the competence of the board of managers.

Art. 8. Representation. The signature of the sole manager shall bind the Company. In the case of plurality of managers, the Company shall be bound at any time by the joint signature of a class A manager together with a class B manager or by the joint signature of two managers B for any engagement under an amount previously determined by the board of managers. The board of managers may from time to time sub-delegate its powers for specific tasks to one or several ad hoc agent(s) who need not be partner(s) or manager(s) of the Company.

The board of managers will determine the powers, duties and remuneration (if any) of its agent(s), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his/their agency.

Art. 9. Procedure. In case of plurality of managers, the board of managers shall choose from among its members a chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

The board of managers shall meet when convened by one manager.

Notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers in advance of the time set for such meeting except in the event of emergency, the nature of which is to be set forth in the minute of the meeting.

Any such notice shall specify the time and place of the meeting and the nature of the business to be transacted.

Notice can be given to each manager by word of mouth, in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means.

The notice may be waived by the consent, in writing or by fax or any other electronic means of communication of each manager.

The meeting will be duly held without prior notice if all the managers are present or duly represented.

A majority of managers present in person, by proxy or by representative are a quorum, provided that there is one class A manager and one class B manager present.

Any manager may act at any meeting of managers by appointing in writing or by fax or any other electronic means of communication, another manager as his proxy. A manager may represent more than one manager.

Any and all managers may participate in a meeting of the board of managers by phone, videoconference, or electronic means allowing all persons participating in the meeting to hear each other at the same time. Such participation in a meeting is deemed equivalent to participation in person at a meeting of the managers.

Except as otherwise required by these Articles, decisions of the board are adopted by at least a simple majority of the managers present or represented and composed of at least one vote of each class of managers.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at a meeting of the board of managers.

In such cases, resolutions or decisions shall be expressly taken, either formulated in writing by circular way, transmitted by ordinary mail, electronic mail or fax, or by phone, teleconferencing or and other suitable telecommunication means.

A written resolution can be documented in a single document or in several separate documents having the same content.

The deliberations of the board of managers shall be recorded in the minutes, which have to be signed by the chairman.

Art. 10. Liability of the Managers. Any manager does not contract in his function any personal obligation concerning the commitments regularly taken by him in the name of the Company; as a representative of the Company he is only responsible for the execution of his mandate.

Art. 11. General Meetings of Partners. General meetings of partners are convened by the board of managers, failing which by partners representing more than half of the capital of the Company.

Written notices convening a general meeting and setting forth the agenda shall be made pursuant to the Law and shall specify the time and place of the meeting.

If all partners are present or represented at the general meeting and state that they have been duly informed on the agenda of the meeting, the general meeting may be held without prior notice.

Any partner may act at any general meeting by appointing in writing another person who need not be partner.

Resolutions at the meetings of partners are validly taken in so far as they are adopted by partners representing more than half of the share capital of the Company.

However, resolutions to amend the Articles shall only be taken by an extraordinary general meeting of partner(s) at a majority in number of partners representing at least three-quarters of the share capital of the Company.

A sole partner exercises alone the powers devolved to the meeting of partners by the provisions of the Law.

As a consequence thereof, the sole partner takes all decisions that exceed the powers of the board of managers.

Art. 12. Annual General Meeting. An annual general meeting of partners approving the annual accounts shall be held annually, at the latest within six months after the close of the accounting year at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the notice of the meeting.

Art. 13. Financial year. The Company's financial year begins on the 1st January and closes on the 31st December.

Art. 14. Annual accounts. At the end of each financial year, the board of managers will draw up the annual accounts of the Company which will contain a record of the properties of the Company together with its debts and liabilities.

Each partner may inspect annual accounts at the registered office of the Company.

Art. 15. Supervision of the Company. If the partners number exceeds twenty-five, the supervision of the Company shall be entrusted to one or more statutory auditor (commissaire), who may or may not be partner(s).

Each statutory auditor shall serve for a term ending on the date of the annual general meeting of partners following appointment.

At the end of this period, the statutory auditor(s) can be renewed in its/their function by a new resolution of the general meeting of partners.

Where the thresholds of article 215 of the Law of 1989 on the commercial companies are met, the Company shall have its annual accounts audited by one or more qualified auditor (réviseurs d'entreprises) appointed by the general meeting of partners or the sole partner (as the case may be) amongst the members of the «Institut des réviseurs d'entreprises».

Notwithstanding the thresholds above mentioned, at any time, one or more qualified auditor may be appointed by resolution of the general meeting of partners or of the sole partner (as the case may be) that shall decide the terms and conditions of his/their mandate.

Art. 16. Allocation of profits. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortizations, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year, five percent (5%) of the net profit will be transferred to the legal reserve. This deduction ceases to be compulsory when the legal reserve amounts to ten percent (10%) of the issued capital.

The general meeting of partners may decide, at the majority vote determined by the Law, that the excess be distributed to the partners proportionally to the shares they hold, as dividends or be carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

Art. 17. Interim dividends. Notwithstanding the provisions of article 16 of the Articles and subject to the prior approval or ratification by the general meeting of partners, the board of managers may decide to pay interim dividends before the end of the current financial year, on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or the Articles.

Art. 18. Winding-up - Liquidation. The general meeting of partners at the majority vote determined by the Law, or the sole partner (as the case may be) may decide the dissolution and the liquidation of the Company as well as the terms thereof.

The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of partners or the sole partner (as the case may be) which will specify their powers and determine their remuneration.

When the liquidation of the Company is closed, the assets of the Company will be allocated to the partner(s) proportionally to the shares they hold.

Art. 19. General provision. Reference is made to the provisions of the Law for which no specific provision is made in these Articles.

Art. 20. Transitory measures. Exceptionally the first financial year shall begin today and end on the 31st day of December 2007.

Subscription and payment

The eighteen thousand (18,000) shares have been subscribed by GLOBAL PepsiCo LUXEMBOURG HOLDINGS S.à r.l. prenamed.

All the shares so subscribed are fully paid up in cash so that the amount of eighteen thousand United States Dollars (USD 18,000.-), is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Estimate of costs

For the tax registration purposes, the share capital is estimated at EUR 13,022.3 (exchange rate (median price) on 23rd July 2007: USD 1.- = EUR 0.72346).

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about one thousand five hundred euros (EUR 1,500.-).

Extraordinary General Meeting

Immediately after the incorporation of the Company, the above named person, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

1) The shareholders have resolved to institute class A managers and class B managers and to appoint the following persons as class A managers and class B managers, respectively, for an undetermined period of time subject to the articles of association of the Company:

Class A managers:

- Lennaert C. ten Cate, Tax Director, born on 13 December 1968 in Benthuizen, The Netherlands, residing at 49, Hurstwood, Ascot SL5 9SP, United Kingdom.

Class B managers:

- Pamela Valasuo, born on 26 May 1975 in Porvoo, Finland, with professional address at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg; and

- Susanne Kortekaas, born on 11 March 1967 in Roosendaal en Nispen, Netherlands, with professional address at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

2) The Company shall have its registered office at 2, rue Joseph Hackin, L-1746 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, hereby states that on request of the above appearing person represented as stated hereabove, the present incorporation deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

In faith of which we, the undersigned notary have set hand and seal in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder, known to the notary by name, first name, civil status and residence, said person signed with us, the Notary, the present original deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille sept, le neuf août.

Par-devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

GLOBAL PepsiCo LUXEMBOURG HOLDINGS S.à r.l., une société avec siège social à L-1746 Luxembourg, 2, rue Joseph Hackin, dont l'immatriculation auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg est en cours, ici représentée par Madame Pamela Valasuo, employée privée, demeurant professionnellement à L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

La procuration signée ne varietur par la partie comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis du notaire instrumentaire qu'il dresse comme suit les statuts (les «Statuts») d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer comme associé ou avec toute personne ou entité qui deviendrait associé de la société par la suite:

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est constitué par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination PepsiCo GLOBAL INVESTMENTS S.à r.l. (la «Société»), régie par les présents Statuts et par les lois luxembourgeoises actuellement en vigueur et en particulier la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la «Loi»), et les lois du 18 septembre 1933 et 28 décembre 1992 sur les sociétés à responsabilité limitée.

Art. 2. Objet. L'objet de la Société est l'acquisition d'intérêts de propriété, au Grand-duché de Luxembourg ou à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises, sous quelque forme que ce soit ainsi que la gestion de ces intérêts de propriété. La Société peut notamment acquérir par voie de souscription, achat ou échange ou par tout autre moyen toutes valeurs, actions et titres/garanties de quelque nature que ce soit en ce compris les obligations, certificats, certificats de dépôt et tous autres instruments et plus généralement tous titres/garanties, instruments financiers émis par une entité privée ou publique quelle qu'elle soit. La Société peut également participer dans la création, le développement et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut également investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets et autres droits de propriété intellectuelle.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, par voie de placement privé, à l'émission de créances et obligations et autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances négociables. La Société peut prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations à ses filiales, sociétés affiliées et sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société peut en outre gager, hypothéquer, céder ou de tout autre manière grever tout ou partie de ses actifs. La Société peut en général employer toutes techniques et utiliser tous instruments en relation avec ses investissements en vue de leur gestion optimale, incluant les techniques et instruments en vue de protéger la société contre les risques de crédit, de fluctuation des devises et des taux d'intérêts et autres risques.

La Société peut encore mener à bien toutes activités commerciales, financières ou industrielles ou toutes transactions aux fins de faciliter l'accomplissement de son objet.

Art. 3. Siège social. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre lieu de la commune de Luxembourg par décision du conseil de gérance.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés prise dans les conditions requises par les Statuts.

La Société pourra ouvrir des bureaux ou des succursales (permanents ou non) au Luxembourg et à l'étranger.

Au cas où le conseil de gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou sont imminents, elle pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise. Pareille mesure temporaire sera prise et portée à la connaissance des tiers par le conseil de gérance de la Société.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Art. 5. Capital. Le capital social est fixé à USD 18.000,- (dix-huit mille dollars des Etats-Unis d'Amérique), représenté par 18.000 (dix-huit mille) parts sociales d'une valeur nominale de USD 1,- (un dollars des Etats-Unis d'Amérique) chacune.

Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des associés adoptée dans les conditions requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales. Chaque part sociale confère un droit de vote identique et chaque associé dispose de droits de vote proportionnels à sa participation au capital social.

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Aucune cession de parts sociales entre vifs à un tiers non-associé ne peut être effectuée sans l'agrément donné par les associés représentant au moins les trois quarts du capital social réunis en assemblée générale.

Pour le surplus, les dispositions des articles 189 et 190 de la loi coordonnée sur les sociétés commerciales s'appliqueront.

Les parts sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elle.

La Société pourra procéder au rachat de ses propres parts sociales.

Un tel rachat ne pourra être décidé que par une résolution unanime de l'assemblée générale extraordinaire des associés représentant la totalité du capital souscrit de la Société.

Art. 7. Gérance. La société sera gérée par au moins un gérant. Dans le cas où plus d'un gérant serait nommé, les gérants formeront un conseil de gérance composé au moins d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B.

Les gérants peuvent ne pas être associés.

Les gérants sont désignés par décision de l'assemblée générale des associés délibérant à la majorité simple des voix, ou le cas échéant, par décision de l'associé unique qui détermine l'étendue de leurs pouvoirs, leur rémunération et la durée de leur mandat. L'assemblée générale des associés ou le cas échéant, l'associé unique, pourra à tout moment, et ad nutum révoquer et remplacer tout gérant.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés ou le cas échéant à l'associé unique, par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du conseil de gérance.

Art. 8. Représentation. Dans le cas d'un gérant unique, la seule signature de ce gérant liera la Société. Dans le cas de pluralité de gérants, la Société sera engagée par la signature collective d'un gérant de classe A et un gérant de classe B ou par la signature conjointe de deux gérants de classe B pour tout engagement inférieur à un montant préalablement déterminé par le conseil de gérance.

Le conseil de gérance peut ponctuellement subdéléguer ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc, lequel peut ne pas être associé(s) ou gérant(s) de la Société.

Le conseil de gérance détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y a lieu) de ce(s) agent(s), la durée de son/leurs mandat(s) ainsi que toutes autres conditions de son/leurs mandat(s).

Art. 9. Procédure. En cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance choisit parmi ses membres un président. Il peut également choisir un secrétaire, lequel n'est pas nécessairement gérant, qui est responsable de la rédaction du procès-verbal de réunion du conseil de gérance ou pour d'autres fins telles que spécifiées par le conseil de gérance.

Le conseil de gérance se réunit sur convocation de l'un d'entre eux.

Une convocation à une réunion du conseil de gérance devra être adressée à chacun des gérants avant la date fixée pour cette réunion, sauf urgence, dont la nature devra alors figurer dans le procès-verbal de réunion.

Toute convocation devra spécifier l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Convocation peut être adressée à chaque gérant oralement, par écrit, télécopie ou tout autre moyen électronique de communication approprié.

Il peut être renoncé à la convocation par consentement écrit, par télécopie ou tout autre moyen électronique de communication approprié de chaque gérant.

La réunion est valablement tenue sans convocation préalable si tous les gérants sont présents ou dûment représentés.

Deux gérants présents en personne, par procuration ou par mandataire forment le quorum, avec au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B.

Chaque gérant peut prendre part aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant pour le représenter. Un gérant peut représenter plus d'un gérant.

Tout gérant peut assister à une réunion du conseil de gérance par téléphone, vidéoconférence, ou tout autre moyen de télécommunication approprié permettant à toutes les personnes participant à la réunion de s'entendre en même temps. Une telle participation à une réunion est réputée équivalente à une participation en personne à une réunion des gérants.

Sauf dispositions contraires des Statuts, les décisions du conseil de gérance sont adoptées par majorité simple des gérants, présents ou représentés composée au moins par une voie de chaque catégorie de gérants.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produit effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil de gérance.

Dans ce cas, les résolutions ou décisions sont expressément prises, soit formulées par écrit par voie circulaire, par courrier ordinaire, électronique ou télécopie, soit par téléphone, téléconférence ou autre moyen de télécommunication approprié.

Une résolution écrite peut être documentée par un seul document ou par plusieurs documents séparés ayant le même contenu.

Les délibérations du conseil de gérance sont transcrites par un procès-verbal, qui est signé par le président.

Art. 10. Responsabilité des gérants. Un gérant ne contracte en raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société; simple mandataire de la Société, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Art. 11. Assemblées Générales des Associés. Les assemblées générales des associés sont convoquées par le conseil de gérance ou, à défaut, par des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

Une convocation écrite à une assemblée générale indiquant l'ordre du jour est faite conformément à la Loi et est adressée à chaque associé. Toutes les convocations doivent spécifier la date et le lieu de l'assemblée.

Si tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale et indiquent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale peut se tenir sans convocation préalable.

Tout associé peut se faire représenter à toute assemblée générale en désignant par écrit un tiers qui peut ne pas être associé.

Les résolutions ne sont valablement adoptées en assemblées générales que pour autant qu'elles soient prises par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des Statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant au moins trois quarts du capital social.

Un associé unique exerce seul les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés par les dispositions de la Loi. En conséquence, l'associé unique prend toutes les décisions excédant les pouvoirs du conseil de gérance.

Art. 12. Assemblée Générale Annuelle. Une assemblée générale des associés se réunira annuellement pour l'approbation des comptes annuels, au plus tard dans les six mois de la clôture de l'exercice social, au siège de la Société ou en tout autre lieu à spécifier dans la convocation de cette assemblée.

Art. 13. Exercice social. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Art. 14. Comptes annuels. A la clôture de chaque exercice social, le conseil de gérance établira les comptes annuels qui contiendront l'inventaire des avoirs de la Société et de toutes ses dettes actives et passives.

Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire, du bilan et du compte de profits et pertes.

Art. 15. Surveillance de la Société. Si le nombre des associés excède vingt-cinq, la surveillance de la société sera confiée à un ou plusieurs commissaire(s), qui peut ne pas être associé.

Chaque commissaire sera nommé pour une période expirant à la date de l'assemblée générale des associés suivant sa nomination.

A l'expiration de cette période, le(s) commissaire(s) pourra/pourront être renouvelé(s) dans ses/leurs fonction(s) par une nouvelle décision de l'assemblée générale des associés.

Lorsque les seuils fixés par l'article 215 de la loi de 1989 sur les sociétés commerciales seront atteints, la Société confiera le contrôle de ses comptes à un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises désigné(s) par résolution de l'assemblée générale des associés ou le cas échéant par l'associé unique, parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises.

Nonobstant les seuils ci dessus mentionnés, à tout moment, un ou plusieurs réviseurs peuvent être nommés par résolution de l'assemblée générale des associés ou le cas échéant de l'associé unique, qui décide des termes et conditions de son/leurs mandat(s).

Art. 16. Répartition des bénéfices. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint dix pour cent (10%) du capital social.

L'assemblée générale des associés peut décider, à la majorité des voix telle que définie par la Loi, de distribuer au titre de dividendes le solde du bénéfice net entre les associés proportionnellement à leurs parts sociales, ou de l'affecter au compte report à nouveau ou à un compte de réserve spéciale.

Art. 17. Dividende intérimaire. Nonobstant les dispositions de l'article seize des Statuts, et sous réserve d'une approbation préalable ou ratification de l'assemblée générale des associés, le conseil de gérance peut décider de payer des acomptes sur dividendes en cours d'exercice social sur base d'un état comptable duquel il devra ressortir que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice social, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

Art. 18. Dissolution - Liquidation. L'assemblée générale des associés, statuant à la majorité des voix telle que fixée par la Loi, ou le cas échéant l'associé unique peut décider la dissolution ou la liquidation de la Société ainsi que les termes et conditions de celle-ci.

La liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale des associés ou l'associé unique, le cas échéant, qui détermine leurs pouvoirs et rémunérations.

La liquidation terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés proportionnellement à leur participation.

Art. 19. Disposition générale. Il est renvoyé aux dispositions de la Loi pour l'ensemble des points au regard desquels les présents statuts ne contiennent aucune disposition spécifique.

Art. 20. Disposition transitoire. Exceptionnellement le premier exercice commencera le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2007.

Souscription et libération

GLOBAL PepsiCo LUXEMBOURG HOLDINGS S.à r.l., prénommée, a souscrit les dix-huit mille (18.000) parts sociales.

Toutes les parts souscrites ont été entièrement payées en numéraire de sorte que la somme de dix-huit mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 18.000,-) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Frais

Pour les besoins de l'enregistrement, le capital social est évalué à EUR 13.022,3 (taux de change (median price) du 23 juillet 2007: USD 1,- = EUR 0,72346).

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ mille cinq cents euros (EUR 1.500,-).

Résolutions de l'Associé Unique

Immédiatement après la constitution de la Société, la comparante précitée, représentant la totalité du capital social, exerçant les pouvoirs de l'assemblée, a pris les résolutions suivantes:

1) Les associés ont décidé d'instituer des gérants de la classe A et des gérants de la classe B et de nommer les personnes suivantes respectivement comme gérants de la classe A et gérants de la classe B, pour une durée indéterminée, sous réserve des statuts de la Société:

Gérant A:

- Lennaert C. ten Cate, Tax Director, né le 13 décembre 1968 à Benthuizen, The Netherlands, demeurant au 49, Hurstwood, Ascot SL5 9SP, Grande Bretagne.

Gérant B:

- Pamela Valasuo, né le 26 mai 1975 à Porvoo, Finlande, avec adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg; et

- Susanne Kortekaas, née le 11 mars 1967 à Roosendaal en Nispen, Pays-Bas, avec adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

2) Le siège social de la Société est établi à L-1746 Luxembourg, 2, rue Joseph Hackin.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par les présentes qu'à la requête de la partie comparante, représentée comme dit ci-avant, les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française, à la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la partie comparante, connue du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec nous notaire le présent acte.

Signé: P. Valasuo, M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg, le 14 août 2007, LAC/2007/ 22808. — Reçu 131,11 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Pour copie conforme, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 août 2007.

M. Schaeffer.

Référence de publication: 2007104469/5770/426.

(070118754) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2007.

IDG Ventures Atlantic II Infobright S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 131.103.

—
STATUTES

In the year two thousand seven, on the nineteenth day of July.

Before Us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

IDG VENTURES ATLANTIC II, L.P., a limited partnership organized under the laws of the State of Delaware (United States of America) having its registered offices at c/o CORPORATION TRUST CENTER, 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801, United States of America,

here represented by Ms. Annick Braquet, employee, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on July 17, 2007.

The said proxy, after having been signed *in varietur* by the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated here-above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. There is formed a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*) under the name IDG VENTURES ATLANTIC II INFOBRIGHT S.à.r.l. (the Company), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), as well as by the present articles of association (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the single manager, or as the case may be, by the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the single partner or the general meeting of partners adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the single manager, or as the case may be, the board of managers of the Company. Where the single manager or the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Object.

3.1. The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

3.2. The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or to any other company. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person.

3.3. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly favour or relate to its object.

Art 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the partners.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The Company's corporate capital is fixed at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form with a par value of one euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the single partner or, as the case may be, by the general meeting of partners, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3. Shares are freely transferable among partners or, if there is no more than one partner, to third parties.

In case of plurality of partners, the transfer of shares to non-partners is subject to the prior approval of the general meeting of partners representing at least three quarters of the share capital of the Company.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code.

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

6.4. A partners' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each partner who so requests.

6.5. The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Law.

III. Management - Representation**Art. 7. Board of managers.**

7.1. The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the single partner or the general meeting of partners which sets the term of their office. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers composed of A managers and B managers. The manager(s) need not to be partner(s).

7.2. The managers may be dismissed ad nutum.

Art. 8. Powers of the board of managers.

8.1. All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of partners fall within the competence of the single manager or, if the Company is managed by more than one manager, the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2. Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, either partners or not, by the manager, or if there are more than one manager, by any A manager acting jointly with any B manager of the Company.

Art. 9. Procedure.

9.1. The board of managers shall meet as often as the Company's interests so requires or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

9.2. Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3. No such convening notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company.

9.4. Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager as his proxy.

9.5. The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting.

9.6. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

9.7. Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

Art. 10. Representation. The Company shall be bound towards third parties in all matters by the single signature of the sole manager of the Company or by the joint signature of any A manager and any B manager of the Company or by the joint or single signatures of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2. of these Articles.

Art. 11. Liability of the managers. The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

IV. General meetings of partners

Art. 12. Powers and voting rights.

12.1. The single partner assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of partners.

12.2. Each partner has voting rights commensurate to its shareholding.

12.3. Each partner may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of partners.

Art. 13. Form - Quorum - Majority.

13.1. If there are not more than twenty-five partners, the decisions of the partners may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all the partners in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail. The partners shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the partners may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

13.2. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by partners owning more than half of the share capital.

13.3. However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the partners owning at least three quarters of the Company's share capital.

V. Annual accounts - Allocation of profits

Art. 14. Accounting Year.

14.1. The accounting year of the Company shall begin on the first of January of each year and end on the thirty-first December of each year.

14.2. Each year, with reference to the end of the Company's accounting year, the Company's accounts are established and the manager or, in case there is a plurality of managers, the board of managers shall prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

14.3. Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 15. Allocation of Profits.

15.1. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

15.2. The general meeting of partners has discretionary power to dispose of the surplus. It may in particular allocate such profit to the payment of a dividend or transfer it to the reserve or carry it forward.

15.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

- (i) a statement of accounts or an inventory or report is established by the manager or the board of managers;
- (ii) this statement of accounts, inventory or report shows that sufficient funds are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the statutory reserve;
- (iii) the decision to pay interim dividends is taken by the sole partner or the general meeting of partners;
- (iv) assurance has been obtained that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution - Liquidation.

16.1. In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be partners, appointed by a resolution of the single partner or the general meeting of partners which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the partner(s) or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company.

16.2. The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the partner or, in the case of a plurality of partners, the partners in proportion to the shares held by each partner in the Company.

VII. General provision

Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on 31 December 2007.

Subscription - Payment

Thereupon, IDG VENTURES ATLANTIC II, LP, pre-named and represented as stated here-above, declares to have subscribed to the whole share capital of the Company and to have fully paid up all twelve thousand five hundred (12,500)

shares by a contribution in cash, so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Estimate

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately EUR 1,500.-

Resolutions of the sole partner

Immediately after the incorporation of the Company, the sole partner, representing the entirety of the subscribed share capital has passed the following resolutions;

1. The following person is appointed as A manager of the Company for an indefinite period:

-David B. Aronoff, born on May 14, 194 in Brooklyn, New York, United States of America and with professional address at Once Exeter Plaza, Boston, MA 02116, United States of America.

2. The following person is appointed as B manager of the Company for an indefinite period:

- UNIVERSAL MANAGEMENT SERVICES S.à.r.l., having its registered office at 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 64.474.

3. The registered office of the Company is set at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille sept, le dix-neuvième jour du mois de juillet.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

IDG VENTURES ATLANTIC II, LP., une société (limited partnership) selon les lois de l'État de Delaware (États-Unis d'Amérique) ayant son siège social à c/o CORPORATION TRUST CENTER, 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801, États-Unis d'Amérique,

ici représentée par Mme Annick Braquet, employée, résidant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 17 juillet 2007.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle comparante, ès-qualité qu'elle agit, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

I. Dénomination - Siège social - Objet social - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est établi une société à responsabilité limitée sous la dénomination IDG VENTURES ATLANTIC II INFOBRIGHT S.à.r.l. (la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi) et par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Lorsque le gérant unique ou le conseil de gérance estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1 La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans d'autres sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2 La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission d'actions et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou de valeurs, à ses filiales, sociétés affiliées et/ou à toute autre société. Elle peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toute autre société ou personne.

3.3. La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de change, de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles ainsi que tous transferts de propriété mobiliers ou immobiliers, qui directement ou indirectement favorisent la réalisation de son objet social ou s'y rapportent de manière directe ou indirecte.

4. Durée.

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit en une seule ou plusieurs fois par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.2. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.3. Les parts sociales sont librement transmissibles entre associés et, en cas d'associé unique, à des tiers.

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales à des non-associés n'est possible qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

La cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle ait été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du code civil.

Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

6.4 Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi où il pourra être consulté par chaque associé.

6.5 La Société pourra racheter ses propres parts sociales dans les limites prévues par la Loi.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Conseil de gérance.

7.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, lesquels ne sont pas nécessairement des associés et qui seront nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés laquelle fixe la durée de leur mandat. Si plusieurs gérants sont nommés, ils formeront un conseil de gérance composé de gérants A et de gérants B.

7.2 Les gérants sont révocables ad nutum.

Art. 8. Pouvoirs du conseil de gérance.

8.1. Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance, qui aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social.

8.2. Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, associés ou non, par un gérant A agissant conjointement avec un gérant B.

Art. 9. Procédure.

9.1. Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

9.2. Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3. La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les gérants de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque gérant de la Société donné par écrit soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique.

9.4. Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

9.5. Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité des gérants est présente ou représentée. Les décisions du conseil de gérance sont prises valablement à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par tous les gérants présents ou représentés à la réunion.

9.6. Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

9.7. Les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou télécopie.

Art. 10. Représentation. La Société sera engagée, en toutes circonstances, vis-à-vis des tiers par la seule signature du gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe d'un gérant A et d'un gérant B ou, par les signatures conjointes ou la signature unique de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article 8.2. des Statuts.

Art. 11. Responsabilités des gérants. Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

IV. Assemblée générale des associés

Art. 12. Pouvoirs et droits de vote.

12.1. L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont attribués par la Loi à l'assemblée générale des associés.

12.2. Chaque associé possède des droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales détenues par lui.

12.3. Tout associé pourra se faire représenter aux assemblées générales des associés de la Société en désignant par écrit, soit par lettre, télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique une autre personne comme mandataire.

Art. 13. Forme - Quorum - Majorité.

13.1. Lorsque le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq associés, les décisions des associés pourront être prises par résolution circulaire dont le texte sera envoyé à chaque associé par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique. Les associés exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés apparaîtront sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou télécopie.

13.2. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

13.3. Toutefois, les résolutions prises pour la modification des Statuts ou pour la dissolution et la liquidation de la Société seront prises à la majorité des voix des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices

Art. 14. Exercice social.

14.1. L'exercice social commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre.

14.2. Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont arrêtés et le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

14.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Il sera prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net annuel de la Société qui sera affecté à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

15.2. L'assemblée générale des associés décidera discrétionnairement de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel. Elle pourra en particulier attribuer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à la réserve ou le reporter.

15.3. L'assemblée générale des associés décidera discrétionnairement de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel. Elle pourra en particulier attribuer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à la réserve ou le reporter.

15.4. Des dividendes intérimaires pourront être distribués à tout moment dans les conditions suivantes:

- (i) un état comptable ou un inventaire ou un rapport est dressé par le gérant ou le conseil de gérance;
- (ii) il ressort de cet état comptable, inventaire ou rapport que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à la réserve légale;
- (iii) la décision de payer les dividendes intérimaires est prise par l'associé unique ou l'assemblée générale des associés;
- (iv) le paiement est fait dès lors qu'il est établi que les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution - Liquidation.

16.1. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution du (ou des) gérant(s) ou par la loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera attribué à l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, aux associés proportionnellement au nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux dans la Société.

VII. Disposition générale

17. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

La première année sociale débutera à la date du présent acte et se terminera au 31 décembre 2007.

Souscription - Libération

IDG VENTURES ATLANTIC II, LP, représentée comme dit ci-dessus, déclare avoir souscrit à l'entière du capital social de la Société et d'avoir entièrement libéré les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales par versement en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) est à la disposition de la Société, ce qui a été prouvé au notaire instrumentant, qui le reconnaît expressément.

Frais

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ EUR 1.500,-

Décisions de l'associé unique

Et aussitôt, l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social a pris les résolutions suivantes:

1. La personne suivante est nommée comme gérant A de la Société pour une durée indéterminée:
 - David B. Aronoff, né le 14 mai 1964 à Brooklyn, New York, États-Unis d'Amérique dont l'adresse professionnelle est à Once Exeter Plaza, Boston, MA 02116, États-Unis d'Amérique.
2. La personne suivante est nommée comme gérant B de la Société pour une durée indéterminée:
 - UNIVERSAL MANAGEMENT SERVICES S.à.r.l., ayant son siège social au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg et inscrite au Registre du commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 64.474.
2. Le siège social de la Société est établi à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, le comparant a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: A. Braquet, H. Hellinckx.

Enregistré à Luxembourg, le 26 juillet 2007, Relation: LAC/2007/20022. — Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 septembre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007104476/242/402.

(070118774) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2007.

Eljacco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 9.340.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 septembre 2007.

Pour ELJACCO S.A.

LUXEMBOURG INTERNATIONAL CONSULTING S.A.

Signature

Référence de publication: 2007104646/536/15.

Enregistré à Luxembourg, le 29 août 2007, réf. LSO-CH09027. - Reçu 22 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070118741) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2007.

Luxigec SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 36.246.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 août 2007.

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2007103681/48/14.

Enregistré à Luxembourg, le 14 août 2007, réf. LSO-CH04336. - Reçu 36 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070117707) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2007.

Coparfin, Société Anonyme.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.

R.C.S. Luxembourg B 47.480.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 août 2007.

Pour COPARFIN S.A.

EXPERTA LUXEMBOURG

L. Heck / C. Day-Royemans

Référence de publication: 2007103055/1017/15.

Enregistré à Luxembourg, le 23 août 2007, réf. LSO-CH06942. - Reçu 34 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116704) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 août 2007.
